

Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/WS-PA/FA/1/3
6 décembre 2007

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ATELIER SOUS-RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE
FRANCOPHONE SUR L'EXAMEN ET LE
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA MISE EN
ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES
AIRES PROTÉGÉES DE LA CONVENTION SUR LA
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Libreville, Gabon, 7-10 janvier 2008

DÉMARCHES ESSENTIELLES, OUTILS, RESSOURCES DISPONIBLES ET ÉTUDES DE CAS SUR : i) L'ANALYSE DES LACUNES ÉCOLOGIQUES; ii) LE FINANCEMENT DURABLE; ET iii) L'EFFICACITÉ DE LA GESTION

Note du Secrétaire exécutif

1. INTRODUCTION

1. La mise en œuvre du programme de travail pour la période 2004-2006 a fait l'objet d'une évaluation à la huitième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui s'est déroulée du 20 au 31 mars 2006 à Curitiba, au Brésil. Les conclusions de cette huitième réunion concernant les aires protégées sont reproduites dans la décision VIII/24. ^{*/} S'agissant de l'examen de la mise en œuvre du programme de travail, la Conférence des Parties a reconnu que la disponibilité limitée d'informations pertinente, y compris le nombre insuffisant de rapports soumis, était l'une des principales lacunes de l'examen du programme de travail sur les aires protégées pour la période 2004-2006. Reconnaisant également la nécessité de se livrer à la collecte systématique d'informations pertinentes pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre du programme de travail sur les aires protégées, la Conférence des Parties a encouragé les Parties, autres gouvernements et organisations concernées à fournir en temps opportun des informations de qualité sur la mise en œuvre du programme de travail.

2. Au paragraphe 5 de cette décision, la Conférence des Parties a reconnu que les rapports devraient porter essentiellement sur les résultats et sur les procédés et faire appel à des outils tels que la grille de l'annexe II de la recommandation I/4 du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur les aires protégées (UNEP/CBD/COP/8/8, annexe) et à d'autres informations pertinentes, afin de faciliter l'évaluation stratégique des progrès accomplis, des défis et obstacles et des besoins de création de capacités. Par ailleurs, reconnaissant des lacunes dans la mise en œuvre et des obstacles au renforcement des capacités pour les pays en développement, en particulier dans les domaines de l'analyse des lacunes), des stratégies financières durables à l'échelle nationale et de l'efficacité de la gestion des aires protégées, la Conférence des Parties a prié instamment les Parties de remédier de toute urgence à ces lacunes et obstacles et a encouragé les Parties et les organisations compétentes à appuyer et à mettre en œuvre les activités de renforcement des capacités nécessaires.

^{*/}

<http://www.biodiv.org/decisions/default.aspx?m=COP-08&id=11038&lg=0>

/...

Le présent document a fait l'objet d'un tirage limité dans le souci de minimiser l'impact écologique des activités du Secrétariat et de contribuer à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU pour une organisation sans effet sur le climat. Les délégués sont priés d'apporter leurs propres exemplaires à la réunion et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

3. Le premier atelier régional de ce type a eu lieu dans la région des Caraïbes, à Miami, en Floride, du 20 au 22 juin 2006. Il était organisé par The Nature Conservancy, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, USAID et Parks in Peril. L'atelier a concentré ses travaux sur des outils pratiques et la formation sur les activités prioritaires suivantes où la Conférence des Parties avait reconnu qu'il était nécessaire de renforcer les capacités : i) analyse des lacunes ; ii) plans de financement durables ; iii) renforcement des capacités de mise en œuvre de l'ensemble du programme de travail ; et iv) efficacité de la gestion. Chaque point était structuré en trois séances : i) mesures critiques ; ii) outils ; et iii) changements au niveau des politiques et des institutions nécessaires à la mise en œuvre, accompagnées de cours, d'études de cas et de séances interactives sur les progrès particuliers des pays, l'identification de leurs obstacles et possibilités spécifiques et les moyens de remédier aux problèmes. Outre le renforcement des capacités, l'une des plus importantes réalisations de cet atelier a été d'encourager et d'inspirer les pays des Caraïbes à produire une initiative semblable au Micronesia Challenge

4. En coopération avec The Nature Conservancy, la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, USAID et Parks in Peril, le Secrétariat a coparrainé un atelier intitulé « Plans stratégiques pour les systèmes d'aires protégées » à Quito, Equateur, en Amérique du Sud du 24 au 26 juillet 2006. Cet atelier avait pour objet de fournir aux participants de pays d'Amérique centrale et du Sud des outils pratiques et une formation en matière de renforcement des capacités dans les domaines suivants : i) analyse des lacunes ; ii) plans de financement durable ; et iii) efficacité de la gestion.

5. L'atelier sur « la mise en œuvre du programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique » a eu lieu du 5 au 7 décembre 2006 à Sainte-Lucie. The Nature Conservancy et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, en collaboration avec la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, USAID, Parks in Peril et l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECS), ont organisé cet atelier, auquel ont participé 36 délégués de 7 pays de la région des Caraïbes orientales, notamment Antigua-et-Barbuda, les Iles Vierges britanniques, la République dominicaine, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines. Des experts du Costa Rica et de The Nature Conservancy ont présenté des études de cas.

7. Dans un groupe informel de planification réuni par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique les 13 et 14 novembre 2006 à Montréal, les membres du consortium d'ONG, la Commission mondiale des aires protégées et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique ont convenu d'organiser des ateliers dans les sous-régions en vue de renforcer les capacités de mise en œuvre d'activités « prioritaires » (identifiées par la Conférence des Parties à sa huitième réunion) et d'examiner la mise en œuvre du programme de travail sur les aires protégées.

8. Le présent document de travail a été préparé sur la base de l'expérience acquise au cours des ateliers susmentionnés et en consultation avec The Nature Conservancy, la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN, le Fonds mondial pour la nature (WWF), Conservation International, The Wildlife Conservation Society, BirdLife International et d'autres partenaires. Il explique les principes de base, les méthodologies, les ressources disponibles et fournit des études de cas dans les domaines suivants : **i) comment combler les lacunes écologiques** : la conduite d'analyses des lacunes et les mesures à prendre pour combler les lacunes identifiées dans les systèmes nationaux d'aires protégées ; **ii) financement durable** : élaboration de plans de financement durable axés sur les affaires pour les systèmes d'aires protégées et mise en place de

mécanismes efficaces de financement durable et de programmes de renforcement des capacités à long terme ; et **iii) efficacité de la gestion** : conduite d'évaluations de l'efficacité de la gestion et mesures propres à améliorer l'efficacité de la gestion, les paysages (planification régionale, par exemple).

2. ANALYSE DES LACUNES

9. **Action requise par le programme de travail : Activité 1.1.5** : « Acheter d'ici 2006 une analyse poussée des lacunes que présentent les systèmes d'aires protégées à l'échelle nationale et régionale, en se fondant sur l'exigence d'établir des systèmes représentatifs qui assurent efficacement la protection de la diversité biologique et des écosystèmes des zones terrestres, des zones marines et des eaux intérieures. Des plans nationaux devraient aussi être élaborés pour assurer de manière transitoire la protection des zones gravement menacées ou présentant une grande valeur, quand c'est nécessaire. L'analyse des lacunes devrait tenir compte de l'annexe I de la Convention sur la diversité biologique et d'autres critères utiles tels que l'irremplaçabilité d'éléments cibles de la diversité biologique, les exigences de taille minimale et de viabilité, les besoins de migration des espèces, les processus écologiques et les services fournis par les écosystèmes. » L'exposé de l'analyse des lacunes ci-après est principalement tirée du site Web « The Gaps Guide » développé par The Nature Conservancy : www.protectedareas.info

2.1 Qu'est-ce que l'analyse des lacunes?

10. **Sous sa forme la plus simple, une analyse des lacunes est une évaluation de la mesure dans laquelle tout système d'aires protégées répond aux objectifs de protection fixés par une nation ou région en vue de représenter sa diversité biologique.** Les analyses de lacunes varient d'une simple comparaison spatiale de la diversité biologique avec des aires protégées existantes à une étude complexe comprenant la collecte et l'analyse détaillée de données, la cartographie et l'emploi de logiciels de décision. Toutes les analyses de lacunes devraient examiner une gamme de « lacunes » différentes dans tout réseau d'aires protégées :

Lacunes de représentation : soit il n'y a pas de représentation d'une espèce ou d'un écosystème particulier dans aucune aire protégée, soit un nombre insuffisant d'échantillons de l'espèce ou écosystème est représenté pour assurer une protection à long terme.

Lacunes écologiques : bien que l'espèce ou écosystème se présente dans le système d'aires protégées, soit la condition écologique de sa présence est inadéquate, soit l'aire protégée ne tient pas compte des mouvements de l'espèce ou des conditions écologiques particulières nécessaires à sa survie à long terme ou au fonctionnement de l'écosystème.

Lacunes de gestion : des aires protégées sont en place mais les régimes de gestion (objectifs de gestion, types de gouvernance ou efficacité de la gestion) n'assurent pas la sécurité complète d'espèces ou d'écosystèmes particuliers en raison des conditions locales.

2.1.1 Ressources disponibles sur la nature de l'analyse des lacunes

1) Renseignements généraux – analyse globale des lacunes **Titre original** : Coverage Provided by the Global Protected-Area System: Is It Enough?

Auteur : Thomas M Brooks, Mohamed I Bakaar, Tim Boucher et al

Paper published in Bioscience 54, November 2004

<http://www.protectedareas.info/upload/document/brooksetal.bioscience2004.pdf>

2) Analyse des lacunes – introduction: **Titre original** : What does gap analysis mean? A simple framework for assessment

Auteur : Jeffrey Parrish and Nigel Dudley

Résumé : Aperçu général du contexte et des principes de l'analyse des lacunes dans les aires protégées.

<http://www.protectedareas.info/upload/document/gapanalysis-introduction.pdf>

3) Analyse des lacunes – Principes de l'analyse des lacunes : **Titre original :** Six guiding principles of gap analysis

Auteur : Anon

Résumé : Un ensemble de principes d'analyse : inclusion d'un certain degré de redondance et de résistance prévue dans un système entièrement représentatif ; analyse qui est participative (comprend les parties prenantes) et itérative, s'appuyant sur l'amélioration des connaissances de la diversité biologique, des menaces et de la conception des aires protégées.

Mots clefs : analyse des lacunes, principes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/sixguidingprinciplesforgapanalysis.pdf>

4) Analyse des lacunes – Sélection des objectifs de conservation et des aspects de la diversité biologique

Auteur : Jonathan Higgins et Rebecca Esselman

Mots clefs : objectifs de conservation, aspects relatifs à la biodiversité, écosystèmes, représentation, filtre gros-fin

<http://www.protectedareas.info/upload/document/standard7feb06selectingconstargets.pdf>

2.2. Principes de l'analyse des lacunes

11. Les analyses de lacunes doivent être fondées sur un ensemble de principes scientifiques, sociaux et politiques.

Représentation : choisir la diversité biologique centrale à toutes les échelles biologiques (espèces et écosystèmes) et domaines (terrestre, eau douce et marine) afin que l'analyse des lacunes saisisse tout l'éventail de diversité biologique du système d'aires protégées.

Redondance : inclure suffisamment d'exemples d'espèces et d'écosystèmes dans un réseau d'aires protégées pour saisir la variation génétique et protéger contre des pertes imprévues.

Résistance : concevoir les systèmes d'aires protégées de façon à supporter les contraintes et le changement, y compris des changements futurs tels que le réchauffement de la planète.

Différents types de lacunes : analyser les lacunes de représentation (biodiversité absente dans toutes les aires protégées), les lacunes écologiques (les conditions écologiques de la biodiversité ne sont pas adéquatement prises en compte dans les aires protégées) et les lacunes de gestion (gestion ou objectif inadéquat).

Une approche participative : collaborer avec les principales parties prenantes sur les décisions relatives aux aires protégées. La CDB exige la participation, en particulier celle des communautés directement concernées, notamment les communautés autochtones et traditionnelles.

Un procédé itératif : réviser et améliorer l'analyse des lacunes au fur et à mesure que les connaissances se développent et que les conditions environnementales changent.

2.2.1. Ressources disponibles sur les principes de l'analyse des lacunes

(1) Analyse des lacunes – Principes de l'analyse des lacunes **Titre original** : Six guiding principles of gap analysis

Auteur : Anon

Résumé : Un ensemble de principes d'analyse : inclusion d'un certain degré de redondance et de résistance prévue dans un système entièrement représentatif ; analyse qui est participative (comprend les parties prenantes) et itérative, s'appuyant sur l'amélioration des connaissances de la diversité biologique, des menaces et de la conception des aires protégées.

Mots clefs : analyse des lacunes, principes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/sixguidingprinciplesforgapanalysis.pdf>

2.3 *Approches fondées sur la participation des parties prenantes*

12. **L'expérience des aires protégées démontre qu'elles sont plus susceptibles de réussir lorsque les principales parties prenantes participent à leur conception, création et gestion.**

13. Pourtant, les rapports entre la population et les aires protégées sont l'une des plus grandes difficultés de la conservation, des conflits survenant souvent parce que les besoins des communautés n'ont pas été pris en compte. Sans compter leurs impacts sociaux et humanitaires, de telles actions contribuent très peu à la conservation. La perte de leurs droits traditionnels peut réduire l'intérêt des communautés pour l'intendance à long terme des terres et des ressources et peut même accroître le taux d'endommagement de l'aire protégée.

14. Par contre, la population peut jouer un rôle essentiel. Un grand nombre de zones « naturelles » ont été gérées dans une certaine mesure pendant des siècles ou des millénaires et la diversité biologique dépend parfois d'une gestion traditionnelle. Les communautés locales peuvent préserver les valeurs des aires protégées, s'ils les soutiennent, dans des situations où les gestionnaires des parcs n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires pour assurer leur protection.

16. Le programme de travail souligne que la planification doit être participative et impliquer une grande diversité de parties prenantes appropriées. Il existe un grand nombre d'outils propres à favoriser la participation des parties prenantes.

2.3.1. **Ressources disponibles sur les approches participatives**

1) Lignes directrices – Lignes directrices pour la gouvernance des aires protégées **Titre original** : Indigenous and Local Communities and Protected Areas - Towards equity and enhance conservation

Auteur : Grazia Borrini-Feyerabend, Ashish Kothari et Gonzalo Oviedo

Résumé : Orientations en matière de politique et de pratique pour les aires protégées cogérées et les aires de conservation communautaires

Mots clefs : aire protégée, communautés, gouvernance, aire de conservation communautaire

<http://www.protectedareas.info/upload/document/guidelinesindigenouspeople.pdf>

2) Outils participatifs – développement de l'écotourisme. **Titre original** : Participatory Ecotourism Planning

Auteur : Juan Carlos Bonilla

Résumé : Lignes directrices de Conservation International publiées en 1997

Mots clefs : participation, écotourisme

<http://www.protectedareas.info/upload/document/participatoryecotourismdevelopmentci.pdf>

3) Outils participatifs – Outils FAO **Titre original** : The Participatory Process for Supporting Collaborative Management of Natural Resources, An Overview

Auteur : Andrew W. Ingles, Arne Musch et Helle Qvist-Hoffmann

Résumé : Aperçu des approches participatives

Mots clefs : participation, gestion des ressources naturelles

<http://www.protectedareas.info/upload/document/faoparticipationguide.pdf>

4) Outils participatifs – Lignes directrices pour la bonne gouvernance. **Titre original** : Good Governance, Indigenous Peoples, and Biodiversity Conservation

Auteur : Janis B. Alcorn

Résumé : Lignes directrices du Programme de soutien de la biodiversité

Mots clefs : gouvernance, participation

<http://www.protectedareas.info/upload/document/participatorytools-goodgovernanceguidelines.pdf>

5) Outils participatifs – La politique de parties prenantes multiples – CIFOR: **Titre original** : Where the Power Lies

Auteur : Bervley Sithole

Résumé : Analyse de la politique de parties prenantes multiples du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR)

Mots clefs : parties prenantes, pouvoir

<http://www.protectedareas.info/upload/document/wherethepowerlies-multipleshpolitics.pdf>

6) Outils participatifs – Vue d'ensemble **Titre original** : Participation and Social Assessment: Tools and Techniques: World Bank

Auteur : Jennifer Rietbergen-McCracken et Deepa Narayan

Résumé : Vaste compilation d'outils et d'approches de la participation à la gestion des ressources naturelles comportant de nombreuses études de cas

Mots clefs : participation

<http://www.protectedareas.info/upload/document/participationtoolsandapproachs-worldbank.pdf>

7) Outils participatifs – Conservation participative **Titre original** : Protected Areas and People - Participatory Conservation

Auteur : Ashish Kothari

Résumé : Chapitre 14 de la Série technique de la CDB intitulée « Key biodiversity issues for protected areas » (Principales questions liées à la diversité biologique dans les aires protégées)

Mots clefs : Participation, gouvernance

<http://www.protectedareas.info/upload/document/ashishkothari-cbd-ts.pdf>

8) Outils participatifs – Planification participative pour les zones marines **Titre original** : Guide to Participatory Planning for Coastal Marine Areas

Auteur : NÅstor Windevoxhel et Fernando Secaira, Proarca

Résumé : Méthodologie employée en Amérique centrale

Mots clefs : aires marines protégées

<http://www.protectedareas.info/upload/document/guidetoparticipatoryplanning.pdf>

9) Outils participatifs – Lignes directrices de Ramsar sur les peuples autochtones des zones humides

Titre original : Lignes directrices pour la mise en œuvre et le renforcement de la participation des communautés locales et des populations autochtones à la gestion des zones humides

Auteur : Bureau Ramsar

Résumé : Ensemble circonstancié de lignes directrices

Mots clefs : populations autochtones, zones humides

<http://www.protectedareas.info/upload/document/localandindigenouscommartinwetlands-ramsar.pdf>

10) Outils participatifs – Ressources de la Banque mondiale **Titre original :** Participation and Social Assessment: - Tools and techniques

Auteur : Jennifer Rietbergen-McCracken et Deepa Narayan

Résumé : Importante compilation d'outils de participation

Mots clefs : participation

<http://www.protectedareas.info/upload/document/participationtoolsandapproachs-worldbank.pdf>

11) Outils participatifs – La création de scénarios du CIFOR

<http://www.protectedareas.info/upload/document/scenariosforadaptivemgt-cifor.pdf>

12) Outils participatifs – Partager le pouvoir **Titre original :** Sharing Power: Learning-by-Doing in Co-Management of Natural Resources throughout the World

Auteur : Grazia Borrini-Feyerabend, Michel Pimbert, M. Taghi Farvar, Ashish Kothari et Yves Renard; avec Hanna Jaireth, Marshall Murphree, Vicki Pattemore, Ricardo Ramirez et Patrizio Warren

Résumé : Grand volume de théorie et d'exemples de la cogestion des ressources naturelles

Mots clefs : cogestion, participation

<http://www.iucn.org/themes/ceesp/Publications/sharingpower.htm>

13) Outils participatifs – Collaboration des parties prenantes du Fonds mondial pour la nature (WWF) **Titre original :** Stakeholder collaboration - Building Bridges for Conservation

Auteur : WWF

Résumé : Document d'analyse et orientations sur les approches participatives

Mots clefs : parties prenantes, participation

<http://www.protectedareas.info/upload/document/stakeholdercollaboration.pdf>

14) Outils participatifs – Outils pour le développement du DFID **Titre original :** Tools for Development

Auteur : Philip Dearden et al

Résumé : Trousse d'information préparée par le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID) en 2002, y compris un grand nombre de techniques participatives

Mots clefs : participation, développement

<http://www.protectedareas.info/upload/document/toolsfordevelopment-dfid.pdf>

15) Outils participatifs – Qui compte le plus **Titre original :** Who Counts Most - Assessing human wellbeing in sustainable forest management

Auteur : Carol Colfer et al

Résumé : Lignes directrices sur les moyens de « pondérer » les procédés participatifs afin d'inclure ceux qui sont en général exclus, du Centre pour la recherche forestière internationale

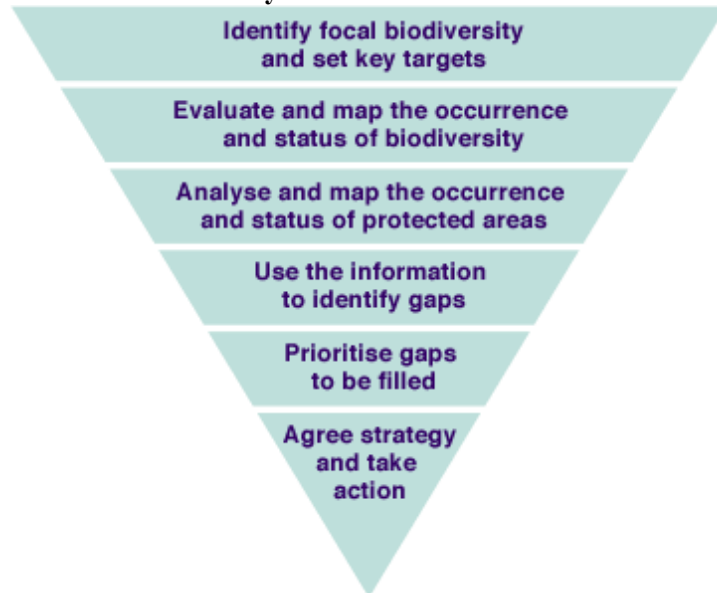
Mots clefs : participation

<http://www.protectedareas.info/upload/document/participatorytools-whocountsmost.pdf>

2.4. Conduite d'une analyse des lacunes

17. Qu'elles soient simples ou complexes, économiques ou onéreuses, toutes les analyses de lacunes doivent suivre les démarches fondamentales décrites ci-dessous

Démarches de l'analyse des lacunes



2.4.1 Identifier les principaux objectifs

18. La majorité des analyses de lacunes sont centrées sur un sous-ensemble représentatif de la diversité biologique comme indicateurs de l'analyse et comme objectifs de mesure du succès de la conservation.

19. Ces **éléments centraux de la diversité biologique** (objectifs) définissent les espèces, les communautés et les écosystèmes à évaluer (pour plus de renseignements sur les indicateurs, voir Identifier et cartographier l'état de la diversité biologique et les dangers qui la menacent). Ceux-ci peuvent varier de simples objectifs liés à la superficie protégée à des objectifs plus sophistiqués de représentation ou de menace d'extinction, par exemple :

20. **Objectifs liés à la superficie protégée** : tout simplement, la décision concernant la superficie du territoire national à protéger, tel que l'objectif de 10% de la superficie terrestre élaboré par l'Union mondiale pour la nature (UICN).

21. **Objectifs de filtration grossière** : protection de types terrestres ou aquatiques généraux, tels que les écosystèmes ou leurs éléments (par ex. les communautés) : un pays pourrait par exemple décider de protéger une certaine proportion de mangroves.

22. **Objectifs de filtration fine** : généralement des membres d'une espèce particulièrement menacée ou endémique qui ne serait pas saisie par les objectifs axés sur les écosystèmes. L'Union européenne a par exemple utilisé le concept d'état de conservation favorable à l'espèce et aux habitats.

Idéalement, les objectifs abordent à la fois la **quantité** de terres et d'eaux à protéger (pour assurer des populations suffisantes ou étendue spatiale suffisantes de la diversité biologique) et la **répartition**, afin de garantir que la diversité écologique et génétique d'une espèce ou d'un écosystème a été saisie. Un objectif simple peut consister à décider de protéger une proportion

déterminée des écosystèmes restants ou de préserver des espèces. Les objectifs plus complexes identifient en détail ce qui doit être protégé.

2.4.1.1. Ressources disponibles sur l'identification des principaux objectifs

1) Analyse des lacunes – Sélection des objectifs de conservation/aspects de la biodiversité

Auteur : Jonathan Higgins and Rebecca Esselman

Mots clefs : objectifs de conservation, aspects de la diversité biologique, écosystèmes, représentation, filtre fin-grossier

<http://www.protectedareas.info/upload/document/standard7feb06selectingconstargets.pdf>

2) Ressources – Liste rouge de l'UICN **Titre original :** Liste rouge de l'UICN

Résumé : Global list of threatened or endangered species

Mots clefs : UICN

<http://www.iucnredlist.org/>

2.4.2 *Etat et menaces*

23. Des données sont rassemblées pour comparer les aires protégées avec les espèces qui doivent être protégées :

- **Domaines :** le degré de protection des principaux biomes, tels que l'eau douce, l'eau marine et les prairies fournit des informations utiles.
- **Domaines environnementaux et caractéristiques tenaces :** lorsque la végétation indigène a disparu, certaines caractéristiques géographiques peut aider à déduire des écosystèmes probables, ce qui peut servir à planifier la restauration.
- **Ecosystèmes :** moyen beaucoup plus rapide de rassembler des informations sur une grande superficie ou dans les cas où un écosystème entier est sous-représenté dans un système d'aires protégées.
- **Groupes d'espèces :** utilisation d'un ou plusieurs groupes bien étudiés – souvent des mammifères, des oiseaux ou des amphibiens.
- **Espèces centrales :** emploi d'une sélection soignée d'espèces pour fournir la meilleure vue d'ensemble possible d'écosystèmes et d'espèces.

2.4.2.1 Ressources disponibles sur l'état et les menaces

1) Ressources – Brochure AZE **Titre original :** Alliance for Zero Extinction

Auteur : Anon

Résumé : Résumé des travaux et des ressources disponibles de Alliance for Zero Extinction, qui comporte des informations sur les zones à protéger d'urgence pour prévenir les extinctions

Mots clefs : Alliance for Zero Extinction, analyse des lacunes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/azebrochure.pdf>

(2) Ressources – Liste rouge de l'UICN **Titre original :** Liste rouge de l'UICN

Résumé : Liste mondiale des espèces menacées ou en danger

Mots clefs : UICN

<http://www.iucnredlist.org/>

2.4.3 *Evaluer et cartographier*

24. Une carte des aires protégées est nécessaire pour comparaison avec des cartes de la diversité biologique..

25. Les données de base sur les aires protégées sont généralement disponibles au niveau national, bien que les données spatiales et les informations sur les aires protégées sous d'autres systèmes de gouvernance (par ex. aires protégées privées) peuvent être insuffisantes. Il y a souvent moins d'information sur l'état des aires protégées, quoique des études et des données commencent à émerger dans ce domaine. La formule idéale consisterait à disposer de trois éléments d'information :

- **Répartition** : l'existence d'un réseau d'aires protégées (de préférence des cartes de l'emplacement, de la superficie et des limites de toutes les aires protégées, y compris les aires protégées fédérales, nationales, municipales et privées)
- **Etat de protection** : les objectifs de gestion de ces aires, tels qu'indiqués par les catégories de gestion de l'UICN
- **Etat d'efficacité de la gestion** : l'efficacité de la gestion des aires protégées

2.4.3.1. Ressources disponibles sur l'évaluation et la cartographie

1) Méthodes – indicateurs de l'intégrité **Titre original** : Assessing condition/integrity of ecosystems: using spatial data to develop suitability indices

Auteur : Jonathan Higgins

Résumé : Emploi de données spatiales comme méthode de quantification rapide de la qualité relative et du potentiel de persistance d'objectifs spécifiques de la diversité biologique, et les paysages en général

<http://www.protectedareas.info/upload/document/approaches-indicatorsforintegrity.pdf>

2) Lignes directrices – Planification d'un système national d'aires protégées

Titre original : National System Planning for Protected Areas

Auteur : Adrian Davey

Résumé : Lignes directrices de l'UICN pour la planification d'un système national d'aires protégées

Mots clefs : planification, aires protégées

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAG-001.pdf>

2.4.4 *Identifier les lacunes*

26. Il existe plusieurs manières d'utiliser les données pour identifier les lacunes dans les réseaux d'aires protégées.

Comment effectuer l'analyse : il y a trois principales méthodes d'analyse, selon la qualité des données et la capacité technique :

Sans cartes : il est possible d'obtenir une grande quantité d'information très utile simplement en notant tous les éléments de la diversité biologique qui ne sont pas représentés adéquatement dans un réseau d'aires protégées.

Avec cartes : une analyse plus importante peut être effectuée, y compris la présence ou l'absence du réseau d'aires protégées et des questions telles que la proximité, le pourcentage de la population protégée et des informations sur le moyen de combler les lacunes.

Avec cartes plus logiciel : des méthodes informatiques systématiques de sélection de nouvelles aires protégées se sont développées rapidement au cours des dernières années.

Ce qu'il faut chercher : les deux questions suivantes sont essentielles :

Quels types de lacune y a-t-il ? – c'est-à-dire si les lacunes sont complètes (lacunes de représentation), partielles (lacunes écologiques) ou liées aux objectifs, aux types de gouvernance ou à l'efficacité (lacunes de gestion). S'agissant des lacunes de gestion, l'aire protégée elle-même apparaît comme une « lacune » si elle n'a pas été mise en place ou si elle n'est pas bien gérée.

Quelle est l'étendue de la lacune ? – est-il nécessaire de créer de nouvelles aires protégées entières ou suffit-il de créer un corridor entre des aires protégées existantes ou une prolongation d'un parc existant pour combler la lacune de représentation ou la lacune écologique ? Ces questions sont essentielles à l'établissement des priorités de conservation.

2.4.4.1 Ressources disponibles sur l'identification des lacunes

1) Analyse des lacunes – introduction **Titre original :** What does gap analysis mean? A simple framework for assessment

Auteur : Jeffrey Parrish and Nigel Dudley

Résumé : Aperçu du contexte et des principes de base de l'analyse des lacunes des aires protégées

Mots clés : analyse des lacunes, aires protégées

<http://www.protectedareas.info/upload/document/gapanalysis-introduction.pdf>

2.4.5. *Priorité aux lacunes*

27. Une analyse des lacunes ne produit pas de plan précis, mais plutôt une série d'options qui doivent être réconciliées avec d'autres besoins. Toute bonne analyse des lacunes met en relief les **priorités** qui doivent être abordées et suggère des mesures possibles. L'identification des priorités consiste à faire les démarches suivantes :

28. **Pressions et menaces :** les pressions exercées sur les aires protégées existantes et les écosystèmes non protégés et les dangers qui les menacent – identifier les mesures urgentes et les dangers qui menacent le réseau d'aires protégées. Choix d'un grand nombre de méthodologies.

29. **Possibilités de nouvelles aires protégées :** certaines zones ont peut-être déjà été proposées comme aires protégées ou ont une désignation qui pourrait être convertie au statut d'aire protégée. Certaines zones communautaires pourraient devenir des aires protégées avec le soutien des parties prenantes locales.

30. **Autres possibilités de protection effective** : certaines lacunes peuvent être comblées autrement que par la création d'aires protégées, notamment dans les endroits où celles-ci rencontrent une résistance ou sont difficiles à réaliser.

31. **Capacité de mise en œuvre d'un réseau élargi d'aires protégées** : les plans ambitieux ne servent à rien sans la capacité de les réaliser. La Convention sur la diversité biologique demande que soient effectuées des évaluations des capacités nationales pour la gestion de systèmes d'aires protégées, y compris le financement, les ressources, le cadre juridique et d'orientation, les partenaires et les compétences.

2.4.5.1 Ressources disponibles sur la hiérarchisation des lacunes

1) Lignes directrices – Aires protégées de catégorie V **Titre original** : Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes

Auteur : Adrian Phillips

Résumé : Lignes directrices pour la planification et la gestion de paysages terrestres/marins où les caractéristiques du paysage et le paysage culturel sont une partie importante de sa valeur générale

Mots clefs : aire protégée, Catégorie V de l'UICN, paysage

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAG-009.pdf>

2) Lignes directrices – Catégories d'aires protégées de l'UICN **Titre original** : Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées

Auteur : UICN

Résumé : Lignes directrices pour l'application et l'utilisation des six catégories d'aires protégées de l'UICN, identifiées par objectif de gestion. Publié en Anglais, Français et Espagnol

Mots clefs : aires protégées, catégories, UICN

<http://www.iucn.org/themes/wcpa/pubs/guidelines.htm#categories>

3) Lignes directrices – Lignes directrices pour les aires protégées de montagne **Titre original** : Guidelines for Planning and Managing Mountain Protected Areas

Auteur : Larry Hamilton et Linda McMillan

Résumé : Lignes directrices pour la planification et la gestion des aires protégées de montagne

Mots clefs : montagnes, aires protégées

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2004-017.pdf>

2.4.6. *Convenir d'une stratégie*

32. Une fois les priorités établies, l'analyse des lacunes est complète, mais elle n'est valable que si elle conduit à l'élaboration de un ou plusieurs scénarios pour l'expansion du réseau d'aires protégées, en prenant en compte :

La taille et l'emplacement des nouvelles aires protégées : peut-être aussi avec des liens entre les habitats (corridors et zones tampons). Les décisions sont prises sur la base des priorités, des possibilités et des capacités.

Objectifs de gestion pour les aires protégées : ceux-ci varient de la stricte protection aux paysages culturels avec des communautés locales. Bien qu'ils aient tous un rôle à jouer, ils ne s'appliquent pas dans la même mesure à tous les besoins de conservation. L'UICN identifie six

catégories d'objectifs de gestion qui peuvent faciliter la planification de réseaux d'aires protégées.

Structures de gouvernance pour les aires protégées : le propriétaire ou le gestionnaire des aires protégées peut décider de si les communautés soutiennent ou opposent leur protection. La majorité des gouvernements comptent encore sur les aires protégées nationales, mais il existe de nombreuses autres options, entre autres, diverses formes de cogestion, des aires protégées privées et des zones de conservation communautaires.

Possibilités de conservation en dehors des aires protégées : la diversité biologique peut être conservée en dehors des aires protégées à condition que la gestion soit efficace et sûre.

Possibilités d'utiliser la restauration comme outil de conservation : parfois, cela consiste simplement encourager la régénération naturelle ; dans d'autres cas, une intervention active est nécessaire.

2.4.6.1. Ressources disponibles concernant la décision d'une stratégie

1) Lignes directrices – Aires protégées de catégorie V **Titre original :** Management Guidelines for IUCN Category V Protected Areas Protected Landscapes/Seascapes

Auteur : Adrian Phillips

Résumé : Lignes directrices pour la planification et la gestion de paysages terrestres/marins où les caractéristiques du paysage et le paysage culturel sont une partie importante de sa valeur générale

Mots clefs : aire protégée, Catégorie V de l'UICN, paysage

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAG-009.pdf>

2) Lignes directrices – Catégories d'aires protégées de l'UICN **Titre original :** Lignes directrices pour les catégories de gestion des aires protégées

Auteur : UICN

Résumé : Lignes directrices pour l'application et l'utilisation des six catégories d'aires protégées de l'UICN, identifiées par objectif de gestion. Publié en Anglais, Français et Espagnol

Mots clefs : aires protégées, catégories, UICN

<http://www.iucn.org/themes/wcpa/pubs/guidelines.htm#categories>

3) Lignes directrices – Lignes directrices pour les aires protégées de montagne **Titre original :** Guidelines for Planning and Managing Mountain Protected Areas

Auteur : Larry Hamilton et Linda McMillan

Résumé : Lignes directrices pour la planification et la gestion des aires protégées de montagne

Mots clefs : montagnes, aires protégées

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/2004-017.pdf>

4) Lignes directrices – Planification d'un système national d'aires protégées

Titre original : National System Planning for Protected Areas

Auteur : Adrian Davey

Résumé : Lignes directrices de l'UICN pour la planification d'un système national d'aires protégées

Mots clefs : planification, aires protégées

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAG-001.pdf>

5) Lignes directrices – aires protégées transfrontières **Titre original** : Transboundary Protected Areas for Peace and Co-operation

Auteur : Trevor Sandwith, Dlare Shine, Larry Hamilton et David Sheppard

Résumé : Explication des aires protégées transfrontières avec des lignes directrices et un projet de code de bonne pratique, ainsi que des informations sur les aires protégées transfrontières dans le monde

Mots clefs : aire protégée transfrontière

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAG-007.pdf>

6) Outils participatifs - La politique des parties prenantes multiples – CIFOR: **Titre original** : Where the Power Lies

Auteur : Bervley Sithole

Résumé : Analyse de la politique des parties prenantes multiples du Centre pour la recherche forestière internationale

Mots clefs : parties prenantes, pouvoir

<http://www.protectedareas.info/upload/document/wherethepowerlies-multipleshpolitics.pdf>

(7) Outils participatifs – Construction de scénarios du CIFOR

<http://www.protectedareas.info/upload/document/scenariosforadaptivemgt-cifor.pdf>

2.4.7. Information sur les biomes

33. Les connaissances en matière de conservation de la diversité biologique terrestre sont beaucoup plus importantes que celles de la biodiversité d'eau douce ou marine. Bien que les principes et les approches décrits ici s'appliquent à tous les trois biomes, la diversité biologique d'eau douce et marine exige aussi des approches, outils et méthodologies spécialisées. Les liens suivants portent en particulier sur la conservation en milieu aquatique.

2.4.7.1. Ressources disponibles donnant des informations sur les biomes

1) Analyse des lacunes – Analyse des lacunes dans les écosystèmes d'eau douce **Titre original** : Freshwater gap analysis

Auteur : Jonathan Higgins et Robin Abell

Résumé : Document récapitulatif expliquant comment les méthodologies doivent être adaptées pour mener une analyse des lacunes dans les écosystèmes d'eau douce

Mots clefs : analyse des lacunes, eau douce

<http://www.protectedareas.info/upload/document/freshwatergapanalysis.pdf>

2) Analyse des lacunes – Analyse des lacunes dans l'environnement marin **Titre original** : Marine gap analysis

Auteur : Dan Dorfman

Résumé : Document décrivant les différentes méthodes de conduite d'une analyse des lacunes dans les écosystèmes marins et côtiers

Mots clefs : analyse des lacunes, marin, côtier

<http://www.protectedareas.info/upload/document/marinegapanalysis.pdf>

2.4.8. Etudes de cas

34. Une analyse des lacunes ne peut être réalisée selon une formule rigide ; elle doit être développée et modifiée selon les besoins, la disponibilité des données, les connaissances spécialisées et le type d'espèce ou d'écosystème dont il est question. La partie sur les ressources comprend donc des exemples d'analyses de lacunes dans le monde et montre comment les principes et les démarches peuvent être appliqués dans la pratique. De nouvelles études de cas seront téléchargées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles.

2.4.8.1 Ressources disponibles

1) Etude de cas – Iles Andaman et Nicobar Inde **Titre original** : Gap Analysis in Andaman and Nicobar Islands, India: Recent Experiences

Auteur : V B Mathur et Hitendra Padalia

Résumé : Analyse des lacunes de deux groupes d'îles avec une importante diversité biologique et un taux élevé d'endémisme, effectuée en 2006 par le Wildlife Institute of India

Mots clefs : analyse des lacunes, Andaman et Nicobar, Inde

<http://www.protectedareas.info/upload/document/casestudy-andamanandnicobarislandsindia.pdf>

2) Etude de cas – Inventaire des aires protégées d'eau douce australiennes **Titre original** : The Australia Freshwater Protected Area Resource Book

Auteur : Jon Nevill et Ngaire Phillips

Résumé : Livre très détaillé sur les écosystèmes d'eau douce en Australie et la nécessité de créer de nouvelles aires protégées

Mots clefs : eau douce, aires protégées, analyse des lacunes

3) Etude de cas – Bahamas **Titre original** : Bahamas - Integration of master planning process

Auteur : Anon

Résumé : Résumé d'une discussion sur l'application du programme de travail sur les aires protégées de la CDB dans les Caraïbes, juin 2006

Mots clefs : analyse des lacunes, Bahamas, CDB

<http://www.protectedareas.info/upload/document/bahamasintegrationmppandtable.pdf>

(4) Etude de cas – Analyse des lacunes au Belize PowerPoint **Titre original** : National protected areas policy and system plan

Auteur : Jan Meerman

Résumé : Résumé d'une analyse des lacunes effectuée au Belize

Mots clefs : analyse des lacunes, Belize

<http://www.protectedareas.info/upload/document/belizegapanalysispowerpoint.pdf>

5) Etude de cas – Projet de document officiel sur une analyse des lacunes au Belize **Titre original** : Belize Protected Areas Policy and System Plan: Result 2 Protected Area System Assessment & Analysis - Public Draft

Auteur : J C Meerman

Résumé : Projet de document sur une analyse des lacunes effectuée au Belize par le gouvernement et diverses ONG, publié en 2005

Mots clefs : Belize, analyse des lacunes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/casestudy-belizegapassessmentpublicdraft.pdf>

6) Etude de cas – Iles vierges britanniques **Titre original** : Country break out groups to integrate Master Planning Processes: BVI

Auteur : Anon

Résumé : Résumé d'une discussion sur l'application du programme de travail sur les aires protégées de la CDB dans les Caraïbes, juin 2006

Mots clefs : Iles vierges britanniques, CDB, analyse des lacunes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/britishvirginislandscountryreport.pdf>

7) Etude de cas – République dominicaine **Titre original** : Dominican Republic - Country breakout

Auteur : Anon

Résumé : Résumé d'une discussion sur l'application du programme de travail sur les aires protégées de la CDB dans les Caraïbes, juin 2006

Mots clefs : République dominicaine, analyse des lacunes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/dominicanrepubliccasestudy.pdf>

8) Etude de cas – Endémisme dans la forêt Maya **Titre original** : Endemism in the Maya forest

Auteur : Jeremy Radachowsky

Résumé : Rapport préparé par la Wildlife Conservation Society for FIPA et USAID en 2002

Mots clefs : Maya, endémisme

<http://www.protectedareas.info/upload/document/endemisminthemayaforest.pdf>

9) Etude de cas – Groupes d'analyse des lacunes dans les Caraïbes **Titre original** : Gap assessment group clinics (June 21 2006)

Auteur : Anon

Résumé : Résumé d'une discussion sur l'application du programme de travail sur les aires protégées de la CDB dans les Caraïbes, juin 2006

Mots clefs : Analyse des lacunes, Caraïbes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/caribbean-stakeholdersclinicforgapassessment.pdf>

10) Etude de cas – La Grenade **Titre original** : Grenada Protected Areas System Gap Assessment - First Workshop, March 6th & 7th, 2006

Auteur : James Byrne

Résumé : Résumé d'un atelier sur l'analyse des lacunes organisé par The Nature Conservancy, USAID, la CDB et le gouvernement de la Grenade

Mots clefs : Analyse des lacunes, la Grenade

http://www.protectedareas.info/upload/document/report_1st_gap_workshop_grenada.pdf

11) Etude de cas – Nalyse des lacunes dans les aires protégées de Hawaii **Titre original** : Hawaii Marine Gap Analysis

Auteur : Noelani Puniwai

Résumé : Rsum d'une analyse des lacunes dans les aires protégées marines de Hawaii effectuée en 2005 par le Hawaii Natural Heritage Programme et partenaires

Mots clefs : Hawaii, analyse des lacunes, aires protégées marines

<http://www.protectedareas.info/upload/document/casestusy-hawaii.pdf>

12) Etude de cas – Intégration des approches dans les Caraïbes **Titre original** : Integration summary

Auteur : James Byrne

Résumé : Résumé d'une discussion sur l'application du programme de travail sur les aires protégées de la CDB dans les Caraïbes, juin 2006

Mots clefs : Intégration, analyse des lacunes, Caraïbes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/integrationincaribbean.pdf>

13) Etude de cas - Jamaïque – procédé de selection des sites marins **Titre original :** ERP Planning framework

Auteur : The Nature Conservancy

Résumé : Méthode de sélection des aires protégées marines en employant le logiciel Marxan et la méthode « common sense » et l'indice de biodiversité relative

Mots clefs : Jamaïque, gap analyse des lacunes, Marxan, aires protégées marines

<http://www.protectedareas.info/upload/document/jamaica-processofselectingmarinesites.pdf>

14) Etude de cas – Analyse des lacunes des écosystèmes d'eau douce en Jamaïque **Titre original :** Jamaica Protected Area Gap Assessment: Freshwater

Auteur : K John

Résumé : Projet d'analyse des lacunes des habitats d'eau douce en Jamaïque

Mots clefs : Jamaïque, analyse des lacunes, eau douce

<http://www.protectedareas.info/upload/document/jamaicafreshwatergapanalysis.pdf>

15) Etude de cas – Plan directeur pour la Jamaïque **Titre original :** Jamaica - Integration and management effectiveness

Auteur : Anon

Résumé : Résumé préparé pour une réunion sur la mise en œuvre du programme de travail de la CDB sur les aires protégées à Miami, en juin 2006

Mots clefs : Jamaïque, aires protégées, CDB

<http://www.protectedareas.info/upload/document/jamaicamasterplanningprocess.pdf>

16) Etude de cas – Atelier sur l'analyse des lacunes et la planification en Amérique latine **Titre original :** Building on the Past to Secure Biodiversity's Future

Auteur : The Nature Conservancy

Résumé : Résumé d'un atelier qui a eu lieu à Panajachel, Guatemala, 2005

Mots clefs : analyse des lacunes, Amérique latine, atelier

<http://www.protectedareas.info/upload/document/casestudy-latinamericagapsplanningworkshop.pdf>

17) Etude de cas – Mexique **Titre original :** The Mexico Gap Analysis: A cooperative effort

Auteur : Ignacio J. March

Résumé : Analyse des lacunes à l'échelon national entreprise par le gouvernement mexicain en coopération avec The Nature Conservancy

Mots clefs : analyse des lacunes, Mexique

<http://www.protectedareas.info/upload/document/casestudy-mexico.pdf>

18) Etude de cas – Aires prioritaires dans l'état de Goiás au Brésil **Titre original :** Conservacao da Biodiversidade Sustentabilidade Ambiental em Goiás

Auteur : C. A. de M. Scaramuzza et al

Résumé : Analyse des lacunes pour l'état de Goiás au Brésil

Mots clefs : analyse des lacunes, Goiás, Brésil

<http://www.protectedareas.info/upload/document/priorityareasgoiasstatebrazil.pdf>

19) Etude de cas – Evaluation des priorités en Amérique du Sud **Titre original** : Looking for the Gaps

Auteur : Steffen Reichle

Résumé : Présentation PowerPoint de The Nature Conservancy comparant les priorités établies au niveau régional pour la diversité biologique avec les analyses de lacunes nationales

Mots clefs : SACR, Amérique latine, analyse des lacunes

<http://www.protectedareas.info/upload/document/southamericaprioritiesassessment.pdf>

20) Etude de cas – Les espèces d'eau douce d'Amérique du Sud **Titre original** : A Gap Analysis for South America: Threatened and Endangered Freshwater Species

Auteur : R. Ayllon, M.L. Thieme, and R. Abell

Résumé : Résumé de l'analyse des lacunes réalisée par le Fonds mondial pour la nature sur les espèces d'eau douce d'Amérique du Sud

Mots clefs : analyse des lacunes, eau douce, Amérique du Sud

<http://www.protectedareas.info/upload/document/casestudy-southamericafreshwaters.pdf>

21) Etude de cas – Saint-Vincent-et-les Grenadines **Titre original** : Saint Vincent and the Grenadines Protected Areas System Gap Assessment - First Workshop, 9-10 March 2006

Auteur : James Byrne

Résumé : Atelier de planification d'une analyse des lacunes, organisé par The Nature Conservancy, USAID, la CDB et le gouvernement

Mots clefs : Saint-Vincent-et-les Grenadines, analyse des lacunes

http://www.protectedareas.info/upload/document/report_1st_gap_workshop_svg.pdf

22) Etude de cas – Principales zones de diversité biologique en Turquie **Titre original** : Key biodiversity areas: Identifying the world's priority sites for conservation – lessons learned from Turkey

Auteur : Güven Eken, Murat Bozdoğan, Ahmet Karataş, et Yıldırım Lise

Résumé : Résumé d'une analyse du concept de la principale zone de diversité biologique appliqué à la Turquie

Mots clefs : Turquie, principale zone de biodiversité, KBA

<http://www.protectedareas.info/upload/document/casestudy-turkeykba.pdf>

23) Plan écorégional – Brochure sur les aires protégées marines d'Afrique orientale **Titre original** : The Eastern African Marine Ecoregion

Auteur : WWF and partners

Résumé : Brochure de 20 pages résumant la perspective sur la diversité biologique et le programme de conservation pour l'écorégion

Mots clefs : écorégion, aires protégées marines, Afrique

<http://www.protectedareas.info/upload/document/ecoregionplan-eastafricanmarineleaflet.pdf>

24) Plan écorégional – Zones importantes de la mer de Béring **Titre original** : Ecoregion-Based Conservation in the Bering Sea - Identifying important areas for biodiversity conservation

Auteur : WWF et The Nature Conservancy

Résumé : Descriptions détaillées des zones prioritaires de conservation

Mots clefs : mer de Béring, plan écorégional

<http://www.protectedareas.info/upload/document/ecoregionplan-importantareasintheberingsea.pdf>

25) Plan écorégional – Résumé de l'évaluation de la conservation des Grandes Plaines d'Amérique du Nord **Titre original** : Ocean of Grass: A Conservation Assessment for Northern Great Plains

Auteur : Steve Forest et al

Résumé : Plan écorégional compilé par le Northern Plains Conservation Network, publié en 2004

Mots clefs : plan écorégional, prairies, Grandes Plaines

<http://www.protectedareas.info/upload/document/ecoregionplan-northerngreatplainconservationassessmentsummary.pdf>

26) Plan écorégional – Perspective la biodiversité de l'écorégion de TransFly **Titre original** : A Biodiversity Vision for the TransFly

Auteur : WWF and the Government of Indonesia

Résumé : Poster expliquant la perspective sur la diversité biologique pour une région importante de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Mots clefs : diversité biologique, perspective, écorégion, Papouasie-Nouvelle-Guinée

<http://www.protectedareas.info/upload/document/ecoregionplan-transflyvisionprocess.pdf>

27) Plan écorégional – Arizona-Nouveau-Mexique **Titre original** : Ecoregional Conservation Analysis of the Arizona-New Mexico Mountains

Auteur : Gary Bell et al

Résumé : Plan écorégional élaboré par The Nature Conservancy pour la région

Mots clefs : Arizona, Nouveau-Mexique, écorégion

<http://www.protectedareas.info/upload/document/arizon-nwmountainsecoregion.pdf>

28) Plan écorégional – Afrique centrale **Titre original** : A Vision for Biodiversity Conservation in Central Africa

Auteur : Kamdem-Toham, A., J. D'Amico, D. Olson, A. Blom, L.Trowbridge, N. Burgess, M. Thieme, R. Abell, R.W. Carroll, S. Gartlan, O. Langrand, R. Mikala Mussavu, D. O'Hara, et H. Strand

Résumé : Plan d'action écorégional du Fonds mondial pour la nature (WWF) pour l'Afrique centrale

Mots clefs : Afrique centrale, écorégion

<http://www.worldwildlife.org/wildplaces/congo/index.cfm#vision>

29) Plan écorégional – Désert de Chihuahuan **Titre original** : Chihuahuan desert ecoregional plan

Auteur : The Nature Conservancy

Résumé : Document récapitulatif décrivant les principaux éléments du plan écorégional

Mots clefs : écorégion, désert de Chihuahuan

30) Plan écorégional – Fidji **Titre original** : Ecoregional Planning and Conservation in Fiji for a Sustainable Ocean

Auteur : Kesia Tabunakawai and Francis Areki

Résumé : Document du Programme du Pacifique Sud de Fonds mondial pour la nature (WWF)

Mots clefs : aire marine protégée, écorégion, Fidji

<http://www.protectedareas.info/upload/document/ecoregionalplan-fiji.pdf>

31) Lignes directrices – aires conservées par les communautés **Titre original :** Community conserved areas - a bold frontier for conservation

Auteur : Anon

Résumé : Note d'information de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP), de la CEESP et d'autres

Mots clefs : aires conservées par les communautés

<http://www.protectedareas.info/upload/document/guidelines-communityconservedareas.pdf>

3. FINANCEMENT DURABLE

3.1. Vue d'ensemble

35. La création et la gestion d'aires protégées coûte de l'argent. Des coûts de fonctionnement important sont associés à garantir que les aires protégées le sont de manière effective, que les communautés en bénéficient et que la valeur des aires protégées est préservé à perpétuité. Trois études distinctes ont estimé que le coût annuel total de la gestion efficace des aires protégées actuelles dans les pays en développement varie de 1,1 milliard \$US à 2,5 milliards \$US par an [†]/ et le déficit de financement (coût total moins le financement actuel), de 1 à 1,7 milliard \$US par an. Les gouvernements sont conscients de ces déficits estimatifs et, lorsqu'ils ont adopté le programme de travail sur les aires protégées, ils ont demandé des fonds supplémentaires, y compris une assistance financière extérieure pour les pays en développement et les pays à économie en transition. La Conférence des Parties a donc prié instamment les Parties, les autres gouvernements et les organismes de financement « de fournir dans les meilleurs délais, par différents moyens, des ressources financières suffisantes pour permettre aux pays en développement, en particulier aux moins avancés d'entre eux et aux petits Etats insulaires, ainsi qu'aux pays à économie en transition de mettre en œuvre le programme de travail, conformément à l'article 20 de la Convention, en s'attachant aux éléments du programme de travail qui exigent une action rapide » (paragraphe 9 de la décision VII/28). La Conférence des Parties a également appelé les Parties et les organisations de développement à intégrer les objectifs arrêtés pour les aires protégées dans leurs stratégies de développement (paragraphe 11 de la décision VII/28).

36. **Action requise par le programme de travail : But 3.4:** « Assurer la viabilité financière des aires protégées et des systèmes d'aires protégées nationaux et régionaux ».

37. **Objectif du but 3.4:** « Obtenir, d'ici 2008, les ressources financières, techniques et autres suffisantes, d'origine nationale et internationale, pour défrayer les coûts relatifs à la mise en œuvre et à la gestion efficaces des systèmes nationaux et régionaux d'aires protégées, afin notamment de satisfaire les besoins des pays en développement, des pays à économie en transition et des petits Etats insulaires en développement. »

38. Grâce à un mélange diversifié de sources *conventionnelles* de financement (allocations budgétaires nationales, aide publique au développement) et de sources de financement inventives (paiement des services fournis par les écosystèmes, fonds d'affectation spéciale, taxes vertes) les

[†]/ James, A., Gaston, K., and Balmford, A. (1999). Balancing the earth's accounts. *Nature* 401: 323-324; Bruner, A., Gullison, R.E., and Balmford, A. 2004. Financial costs and shortfalls of managing and expanding protected area systems in developing countries. *Bioscience* 54:1119-1126; Vreugdenhil, D. (2003). Modelling the Financial Needs of Protected Area Systems: An Application of the Minimum Conservation System Design Tool. Paper presented at the Fifth World Parks Congress, 8-17 September 2003, Durban, South Africa.

pays peuvent obtenir des ressources financières stables et suffisantes à long terme pour soutenir leurs systèmes d'aires protégées.

39. *Financial sustainability is not only about the amount of money, but also about how effectively money is spent, how well benefits are provided to local stakeholders, and other factors.*

3.2. *Qu'est-ce que le financement durable ?*

40. Le financement durable des aires protégées peut être défini comme suit: « *la capacité d'obtenir des ressources financières stables et suffisantes à long terme et de les affecter en temps opportun et de manière appropriée afin de couvrir tous les coûts (directs et indirects) des aires protégées et de garantir leur gestion efficace et productive* ». Il ne fait aucun doute que la réalisation du financement durable nécessitera des changements importants dans la façon dont le financement est conçu, obtenu et utilisé.

41. Le programme de travail a souligné la nécessité de sources de financement tant *nationales* qu'*internationales*. La pleine mise en œuvre du programme de travail nécessitera sans doute un financement extérieur (par ex. FEM, APD) pour aider les pays en développement et les pays à économie en transition. Diverses sources de financement national novatrices commencent à jouer un rôle de plus en plus important pour répondre au besoins de ressources, notamment les redevances sur le tourisme et d'autres utilisations de ressources, la mobilisation de fonds de nouveaux marchés (tels que la compensation des émissions de carbone, l'eau ou d'autres paiements de services fournis par les écosystèmes), la recherche de nouveaux bailleurs de fonds (grandes sociétés, philanthropes privés, autres organismes gouvernementaux ou partage des recettes fiscales, etc.), le partage des coûts et des avantages avec les parties prenantes locales (propriétaires terriens privés et communautés locales), emploi de nouveaux outils financiers (par ex. la planification des affaires), l'amélioration des conditions plus générales de la politique et du marché (réforme des subventions préjudiciables à l'environnement et création d'incitations positives), et la dévolution des responsabilités de financement et de gestion (par exemple aux ONG, aux communautés locales, à des particuliers ou des entreprises).

3.2.1. **Les diverses voies du financement durable**

42. Il est important d'identifier les diverses voies du financement durable, car elles :

- indiquent les démarches qui ont le meilleur rapport coût-efficacité
- créent un cadre institutionnel adéquat
- abordent les questions liées aux capacités institutionnelles
- accélèrent la réalisation des objectifs
- assurent la transparence et la responsabilisation

43. Les diverses voies du financement durable comprennent notamment :

- Evaluation du déficit financier (revenu contre dépenses)
- Evaluation du système administratif et financier
- Nouvelle sélection des mécanismes financiers, y compris le paiement des services écologiques
- Réforme administrative et/ou réforme de la taxe d'environnement
- Etude de faisabilité des mécanismes (investissements et rendement)
- Elaboration de plans financiers

- Mise en œuvre de plans financiers
- Transparence et responsabilité
- Mesure de la réalisation des objectifs fiscaux.

3.3. *Qu'est-ce qu'un plan financier durable ?*

44. Un plan financier durable est un plan itératif, à large appropriation, destiné à attirer des ressources financières suffisantes et durables pour gérer efficacement le système d'aires protégées. Il identifie les lacunes de financement, établit les priorités et présente des stratégies pour combler les lacunes. A ce jour, la plupart des analyses et plans financiers ont été appliqués au niveau des aires protégées individuelles et il n'y a pas encore de méthodologie **d'analyse ou de planification financière à l'échelon national** communément reconnue. Dans l'ensemble cependant, les Parties doivent répondre aux trois questions suivantes :

- Quel est le niveau actuel de financement des aires protégées, quelles en sont les sources, quels sont le niveau des dépenses et l'efficacité et la productivité de leur utilisation ?
- Compte tenu des aires protégées actuelles et prévues, quels sont les besoins financiers non satisfaits de la prochaine décennie ?
- Quelles sont les possibilités de combler les lacunes de financement et dans quelle mesure chaque option est-elle capable de produire des revenus pour le système d'aires protégées ?

45. L'ensemble des réponses formera la base de plans nationaux de financement durable, qui comprendront probablement les mesures réglementaires, législatives, politiques, institutionnelles et autres mesures nécessaires. Ces plans financiers feront partie de plans d'action (voir chapitre 9) élaborés pour les aires protégées. Théoriquement, les activités seront axées sur le revenu et les dépenses et peuvent envisager de nouveaux mécanismes de financement, entre autres, le paiement de services fournis par les écosystèmes. Les démarches possibles pourraient inclure :

- a) L'analyse des recettes et des dépenses actuelles, de l'ensemble des besoins financiers, des lacunes et des coûts d'opportunité;
- b) La définition et la quantification des biens et des services fournis par les aires protégées, les sources possibles de la demande de ces biens et services et les contributions à la réduction de la pauvreté et à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement;
- c) Le dépistage et l'étude de faisabilité des mécanismes financiers possibles;
- d) L'élaboration d'un plan exhaustif destiné à assurer l'appui financier à long terme du système d'aires protégées.

3.4. *Démarches essentielles de l'élaboration d'un plan de financement durable*

46. Les démarches essentielles de l'élaboration d'un plan de financement durable comprennent notamment :

- a) Analyse du déficit financier au niveau du système (montant nécessaire pour financer le système et réaliser les objectifs de conservation par rapport au financement actuel);
- b) Evaluation des procédés administratifs et financiers du système d'aires protégées;
- c) Etude des mécanismes financiers actuels et nouveaux;

- d) Etude de faisabilité des mécanismes financiers existants et nouveaux au niveau du site et du système;
- e) Formulation d'un plan de financement durable au niveau du système;
- f) Application des plans au niveau du système.

Le WWF développe de nouveaux outils financiers pour gérer les aires marines protégées.

Le Fonds mondial pour la nature a élaboré un nouveau modèle de financement du récif mésoaméricain qui contribuera à améliorer la gestion à long terme d'importantes aires protégées marines et côtière dans le monde entier. Le récif corallien mésoaméricain – écorégion prioritaire des travaux de WWF à l'échelon mondial – couvre un vaste territoire, des Bay Islands dans le nord du Honduras à la péninsule de Yucatan au Mexique, y compris les côtes du Guatemala et du Belize. Toutefois, les ressources naturelles de certaines des aires protégées les plus importantes de la région sont souvent mal gérées. Ce nouvel outil, qui est destiné à tous les particuliers et toutes les organisations opérant dans les aires protégées, aide à produire des informations détaillées sur la gestion, la coordination et les coûts administratifs de chaque aire protégée et de l'ensemble du réseau d'aires protégées marines et côtières. Il rassemble et analyse les données sur les dépenses, le revenu, les prévisions et les besoins économiques pour une période de dix ans. Le modèle propose en outre divers scénarios sur les perspectives actuelles et futures, qui aident à identifier et anticiper les lacunes de financement éventuelles et à formuler un plan d'action.

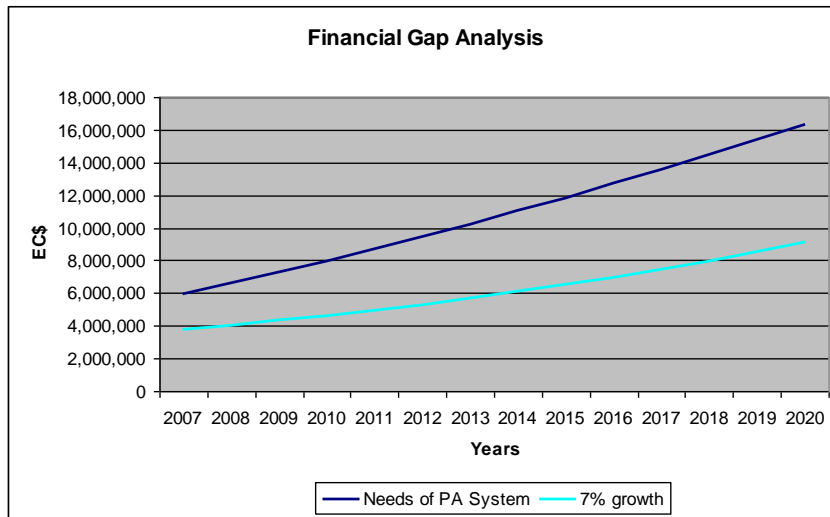
Ce nouvel outil a été élaboré par le Fonds mondial pour la nature dans le cadre du projet de Gestion des grands programmes de conservation, avec le soutien du Mesoamerican Reef Fund (Fonds MAR). Plus de 90 experts du Guatemala, du Honduras, du Belize et du Mexique ont contribué à l'élaboration de ce modèle, qui a déjà fait l'objet de plusieurs essais. Tous les experts qui ont supervisé les essais se sont vivement intéressés au nouveau modèle.

<http://assets.panda.org/downloads/marfinancialmodelenglish.pdf>

3.4.1 Principales démarches de l'évaluation du déficit financier au niveau du système d'AP

47. Les diverses démarches de l'évaluation du déficit financier comprennent notamment :
- Elaborer des estimations de coûts pour la création d'aires protégées et les besoins de gestion à un horizon de dix ans (calcul des coûts basé sur les activités)
 - Identifier les sources de financement actuelles et le déficit financier (besoins par rapport aux fonds)
 - Réduction des coûts
 - Identifier et hiérarchiser les nouveaux mécanismes et/ou sources possibles de financement de la conservation pour combler le déficit financier
 - Identifier les réformes fiscales et politiques nécessaires pour mettre en œuvre des mécanismes et/ou sources de financement de la conservation prioritaires
48. Identifier deux niveaux de déficit en ressources financières : i) Niveau d'opérations essentiel à la mission ii) niveau optimal

Etude de cas de la Grenade sur l'évaluation du déficit financier :



FINANCEMENT DURABLE ET PLANIFICATION DES AFFAIRES : Exemples du paysage de la zone des Virunga et de Madagascar

Le Africa Biodiversity Collaborative Group ([ABCG](http://www.abcg.org)) et la Conservation Finance Alliance ([CFA](http://www.cfa-alliance.org)) ont organisé une réunion le 9 June 2005 afin de : 1) tirer des enseignements d'exemples de l'estimation de la valeur de la diversité biologique; 2) étudier pourquoi et comment mettre en place un mécanisme de financement durable pour les aires protégées; 3) comprendre les liens entre la gestion des aires protégées et la planification des affaires; et 4) examiner la planification des affaires et comment l'appliquer aux aires protégées. La réunion comprenait des exposés sur "[Combien valent les forêts de l'Ouganda?](#)", et des études de cas sur [la planification des affaires dans le parc national de Rwenzori en Ouganda](#) et sur [le financement durable des aires protégées de Madagascar](#), et des descriptions de la détermination [des coûts de gestion du site de conservation à Madagascar](#). Une table ronde a présenté des exemples d'autres projets tels que [le Grand programme de conservation du WWF \(LCMP\)](#) et l'étude de [la valeur économique des forêts protégées à gorilles de montagne des parcs de Virunga et de Bwindi](#). Pour voir les présentations, la [liste de références](#) et les principaux liens Internet, consulter le site : www.abcg.org; ou aller directement à l'adresse : http://www.frameweb.org/ev.php?ID=12249_201&ID2=DO_TOPIC

3.4.2. *Evaluation des procédés administratifs et financiers relatifs au système d'aires protégées*

49. Ces procédés comprennent notamment :

- Système de comptabilisation et de budgétisation
- Salaires et autres prestations
- Catégories de dépenses (normalisation)
- Flux de ressources financières
- Complexité administrative
- Transparence (disponibilité et accès aux renseignements financiers)

/...

- Prise de décisions et responsabilité
- Surveillance et évaluation, rapports et audits (internes and externes)

50. Les considérations importantes sont les suivantes :

Quel est le niveau de l'investissement dans le secteur de l'environnement (y compris la diversité biologique) et le niveau des dépenses ?

Quel pourcentage du budget national est affecté au aires protégées ?

Quel est le montant des pertes dues à l'utilisation inefficace des ressources ?

Exemple du Brésil (Gouvernement fédéral du Brésil, 2000-04, en \$US 2005

Année	Allocation approuvée	Allocation réelle	Dépenses réelles
2000	298 297	3 158 915	2 070 714
2001	3 992 650	4 049 393	3 128 664
2002	4 049 552	4 109 021	1 120 167
2003	2 749 393	2 848 112	1 1120 176
2004	1 041 702	1 688 140	1 289 379
2005	2 512 079	2 483 578	

3.4.3. *Etude des mécanismes de financement actuels et nouveaux*

51. Il existe divers mécanismes financiers existants et nouveaux pour les aires protégées et leurs incidences, leur applicabilité et leurs complexités doivent être examinées. Un certain nombre de mécanismes à la mode qui sont adaptés à la planification de systèmes ou de sites sont énumérés ci-après et plus de précisions sont fournies dans la partie 3.5 ci-dessous :

- Frais d'utilisateur
- Bénévolat
- Adoptez un parc
- Marchandise et boutique de cadeaux
- Collecte de monnaie
- Campagne d'adhésion
- Ajouts volontaires aux notes d'hôtel ou de restaurant ou autres factures

52. L'étude des mécanismes financiers doit être liée aux biens et services fournis par les aires protégées ayant des clients potentiels. Elle est également liée aux réformes de la politique environnementale par mesures suivantes :

- Emploi d'instruments fiscaux pour résoudre les problèmes environnementaux
- Passage de politiques de contrôle et d'autorité à des instruments économiques
- Amélioration du gouvernement dans le secteur de l'environnement, y compris la fragmentation institutionnelle, la transparence, la responsabilisation et l'audit
- Bénéfices multiples

Plan de développement des aires protégées Etude de cas du parc national de Rwenzori, Ouganda

Au Congrès mondial sur les parcs naturels en 2003, le Directeur de Uganda Wildlife Authority (UWA) a demandé que soit entrepris un exercice de planification des affaires pour le parc national de Rwenzori afin de : 1) aider l'UWA à analyser les coûts réels de cette activité économique ; 2) mieux associer les coûts à la mise en œuvre du plan de gestion général ; 3) stimuler l'UWA à considérer les aspects financiers à long terme de la gestion du parc ; 4)

identifier les déficits financiers et leurs conséquences ; et 5) formuler des stratégies pour combler ces déficits (production de revenu).

Les activités comprenaient l'établissement des recettes et des dépenses, la conduite d'une analyse de coûts, la suggestions de scénarios de financement (réels par rapport à optimaux), l'étude des possibilités de production de revenu, telles que l'écotourisme, les services environnementaux comme l'eau, le marquage et les marchandises associées, et la création de partenariats. Les démarches suivantes comprennent la normalisation des mécanismes de rapport financier au sein de l'UWA pour connaître le coût de l'entreprise commerciale, l'élaboration d'un format normalisé pour les plans de développement de l'UWA, la collaboration avec l'UWA en vue d'examiner les possibilités réalistes de créer des revenus pour le parc de Rwenzori et l'élaboration de plan de mise en œuvre, et l'élaboration d'un plan d'affaires pour les parcs nationaux des Virunga – y compris la République démocratique du Congo. Le plan d'affaires peut être utilisé pour démontrer que l'UWA et ses partenaires n'ont pas les moyens de sauvegarder les écosystèmes forestiers de l'Ouganda. Voir : http://www.frameweb.org/ev.php?ID=12333_201&ID2=DO_TOPIC

3.4.4. Etude de faisabilité des mécanismes de financement actuels et nouveaux au niveau du site et du système

53. Les principaux éléments de l'étude de faisabilité des mécanismes de financement actuels et nouveaux sont les suivants :

- Description
- Hypothèse
- Analyse des coûts et des bénéfices
- Analyse du marché (clients, demande, concurrents, marché, coûts, fournisseurs, emplacement, ressources, personnel)
- Analyse des obstacles décisionnels et des risques politiques / réforme fiscale
- Analyse financière
- Analyse des risques
- Analyse comparative
- Recommandations

3.4.5. Formulation d'un plan de financement durable au niveau du système

54. Sur la base des démarches 1 à 4, formuler des plans financiers pour le système en tenant compte des éléments suivants :

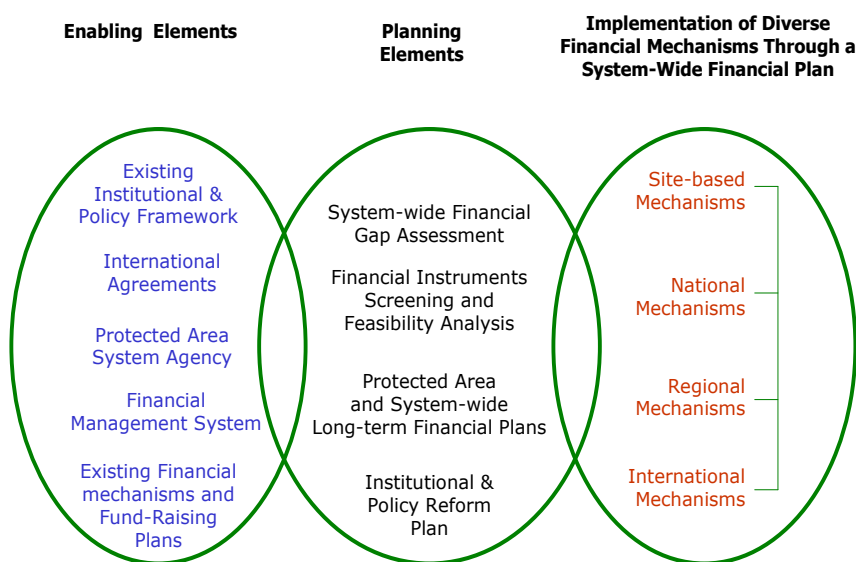
- Déficits financiers basés sur les besoins
- Scénarios de création de revenus
- Niveau de recouvrement des coûts
- Analyse du rendement de l'investissement (y compris l'investissement requis)
- Documentation sur la réforme de la politique fiscale
- Plans de recrutement de personnel
- Aspects juridiques et institutionnels

3.4.6. Application des plans au niveau du système

55. Les diverses démarches de l'application des plans au niveau du système comprennent notamment :

- Stratégie progressive de mise en œuvre visant à améliorer le système de gestion financière et la réforme administrative de soutien;
- Stratégie progressive de mise en œuvre pour chacun des mécanismes et buts financiers nationaux;
- Stratégie de réforme politique nécessaire pour soutenir le mécanisme financier national sélectionné;
- Vue d'ensemble et guide d'une stratégie nationale de communication;
- Grandes lignes de l'affectation stratégique des ressources au niveau du système (approche consistant à combler les déficits);
- Grandes lignes du plan de recrutement de personnel au niveau du système (personnel spécialisé) et des responsabilités;
- Stratégie et guide de mesure et d'efficacité, de responsabilité et d'audit;
- Identification des coûts et sources de financement.

System-wide Business Plan: Leveraging Through Consistent Design



56. Une large gamme de mécanismes de financement des aires protégées a été développée au cours des dernières décennies. Un abondance d'orientations techniques sur tous les aspects du financement de la conservation est disponible auprès d'un certain nombre de sources. Ces sources contiennent des informations exhaustives et des outils de décision sur une diversité de mécanismes financiers. Une liste des différentes possibilités de financement des aires protégées, adaptée de Pablo (2003) est présenté ci-dessous (encadré 1). La majorité de ces mécanismes sont actuellement disponibles dans de nombreux pays (subventions, fonds d'affectation spéciale, prêts, etc.). D'autres en sont encore aux premiers stades d'élaboration (séquestration de carbone ou élaboration de systèmes de paiement des services environnementaux). D'autres encore n'en sont qu'au stade conceptuel, mais méritent néanmoins d'être considérés (par exemple, un système international de paiement des biens communs mondiaux et une taxe énergétique mondiale). Les documents mentionnés plus haut contiennent une description détaillée de ces mécanismes, ainsi

que des exemples et des études de cas. D'autres informations y afférentes sont aussi disponibles dans les comptes-rendus des exposés présentés à l'atelier sur « Le financement durable : construire un avenir financier sûr » du cinquième congrès mondial sur les parcs naturels, réuni à Durban, Afrique du Sud, en septembre 2003.

ENCADRE 1. Liste des mécanismes de financement des aires protégées

Sources principalement publiques :

- Financement budgétaire public des aires protégées;
- Affectation aux aires protégées d'un pourcentage d'une ou plusieurs taxes générales perçues au niveau national, provincial ou local;
- Lois spéciales fournissant une assistance extrabudgétaire à des groupes sociaux, zones géographiques ou activités particuliers;
- Exonérations d'impôts ou subventions pour les aires protégées;
- Affectation au financement des aires protégées d'un pourcentage d'une ou plusieurs taxes sélectives perçues au niveau national, provincial ou local (taxes sur l'énergie, les aéroports, paquebots de croisière, charges d'hôtels et de lieux de villégiature et autres);
- Affectation au financement des aires protégées d'un pourcentage d'une ou plusieurs charges, amendes et pénalités pour l'usage (ou l'abus) des ressources naturelles (redevance sur l'eau, sur les eaux souterraines, frais pour le bois sur pied et autres frais de prélèvement des ressources naturelles, frais d'entrée et d'utilisateur, redevances sur les émissions et les matières premières, la libération ou le rejet d'engrais ou de pesticides, charges sur les déchets solides, amendes et pénalités environnementales, etc.);
- Prêts bancaires de développement nationaux, provinciaux ou locaux;
- Conversion de dettes en investissements écologiques;
- Fonds environnementaux (fonds de dotation, fonds d'amortissement et de roulement);
- Organisations multilatérales d'aide et de développement;
- Prêts des banques internationales de développement;
- Organisations bilatérales d'aide et de développement.

Sources principalement privées à but non lucratif

- Groupes collectifs autonomes et autres formes de capital social;
- Charités séculaires et religieuses;
- Campagnes spéciales d'appel de fonds (par ex. sauver le panda, amis des parcs nationaux, etc.);
- Mise en marché et commercialisation des bonnes causes;
- Loteries;
- ONG sociales et environnementales;
- Fondations.

Sources principalement privées à but lucratif

- Entreprises communautaires, officielles et informelles;
- Investissements privés par des entreprises locales;
- Prêts bancaires commerciaux;
- Investissements directs par des investisseurs non locaux (par ex. écotourisme);
- Partenariat public/privé;
- Partenariat communautaire privé;
- Capital-risque;
- Portefeuilles (fonds verts).

Sources principales de paiement des services environnementaux

- Marchés des produits agricoles organiques;
- Marchés des compensations d'émissions de carbone;
- Marchés des produits forestiers certifiés;

<ul style="list-style-type: none"> - Marchés des produits halieutiques certifiés; - Charges de prélèvement des ressources.
Sources principales de paiement des services environnementaux <ul style="list-style-type: none"> - Marchés de la conservation de la diversité biologique et de la bioprospection; - Marchés des compensations d'émissions de carbone; - Marchés de la protection des bassins versants; - Marchés de la beauté du paysage, y compris l'écotourisme et le tourisme; - Marchés des droits de développement et des servitudes de conservation; - Systèmes quasi-commerciaux et non commerciaux de paiement des services environnementaux; - Frais d'utilisation et frais d'entrée; - Fonds pour les aires protégées associés aux traités internationaux; - Versements du FEM pour les biens communs mondiaux; - Affectation aux aires protégées un pourcentage d'une ou plusieurs taxes internationales.
Sources principales de réduction du besoin de fonds additionnels <ul style="list-style-type: none"> - Libération de ressources publiques existantes (par ex. réallocation de fonds des subventions publiques nocives en faveur des aires protégées); - Encouragement de la mobilisation de ressources privées (droits fonciers, promotion, réglementation, rationalisation).

57. Les forces et les faiblesses de certains de ces mécanismes sont résumées dans le tableau 1.

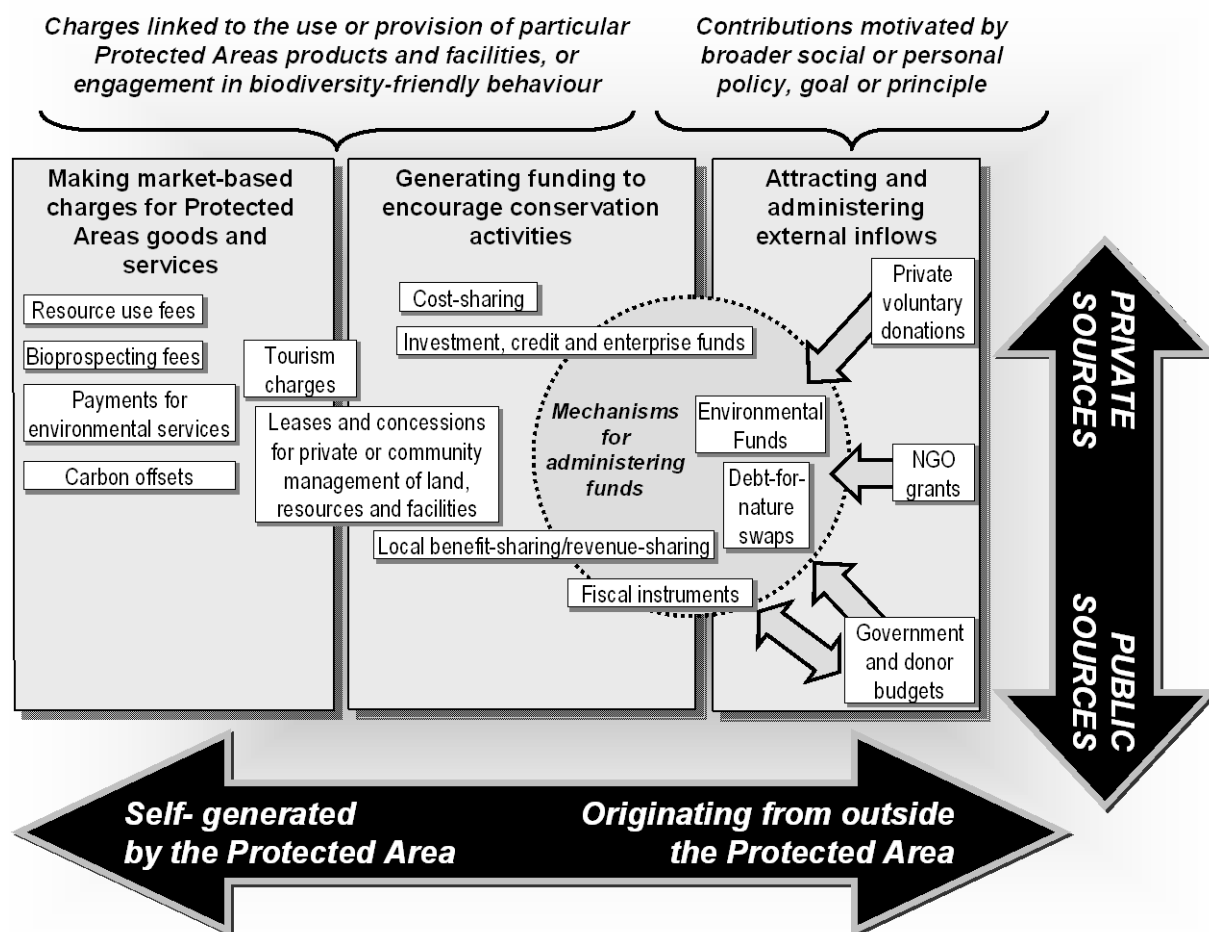
Tableau 1. Stratégies de financement des aires protégées : avantages et désavantages (Source: Spergel 2001)

Stratégie	Avantages	Désavantages
Financement du gouvernement : allocations budgétaires directes du gouvernement pour soutenir les aires protégées	Le financement du gouvernement peut être plus durable que celui des bailleurs de fonds privés ou internationaux car les priorités des bailleurs extérieurs peuvent changer et qu'ils ne fournissent souvent pas un financement à long terme. Un financement gouvernemental accru peut démontrer que la conservation est une importante priorité nationale plutôt qu'une simple préoccupation d'organismes privés	Le financement du gouvernement peut aussi être vulnérable aux changements des priorités budgétaires nationales et aux compressions budgétaires généralisées dans les moments de crise économique Les décisions qui devraient être fondées sur des critères de conservation peuvent être guidées par les dirigeants et les programmes politiques
Subventions : dons de particuliers, de fondations, du secteur privé et bailleurs de fonds internationaux	Il existe un vaste réseau de bailleurs de fonds qui souhaitent souvent avoir un impact important sur un parc particulier ou par un projet spécifique	Les bailleurs de fonds changent souvent de priorité et ne fournissent très fréquemment qu'un appui à court terme Les parcs peuvent se trouver dans une situation où ils gèrent des projets dont les objectifs sont fixés par les bailleurs plutôt que des objectifs qui bénéficient le parc
Conversion de dettes en investissements écologiques : accords selon lesquels la dette nationale est annulée par les banques ou achetée par des	La conversion de dettes en investissements écologiques offre aux organisations de conservation et aux bailleurs de fonds internationaux un moyen	Les systèmes de conversion de dettes en investissements écologiques peuvent être extrêmement complexes à exécuter et peuvent nécessiter l'intervention d'experts techniques de

Stratégie	Avantages	Désavantages
organisations de conservation en échange du « paiement » de la dette par le pays endetté en dépensant des espèces locales sur des programmes de conservation	d'optimiser leurs fonds et de financer un beaucoup plus grand nombre d'activités de conservation dans le pays endetté Elle offre aussi aux gouvernements des pays en développement un moyen de réduire leur dette internationale en utilisant la monnaie locale pour financer des projets valables à l'intérieur du pays, au lieu d'envoyer de la monnaie forte à l'étranger pour payer les crédetes	multiples organismes gouvernementaux L'optimisation des fonds réalisée par un tel système peut être érodée par la dévaluation ultérieure de la monnaie locale ou par l'inflation. Ce problème peut être atténué si le gouvernement endetté lie ses paiements en monnaie locale au dollar US ou à une autre devise extérieure de référence
Fonds d'affectation spéciale à la conservation : argent ou autre propriété qui a) ne peut être utilisé que dans un ou plusieurs buts précis, (b) doit être maintenu séparément d'autres sources de financement, et c) est géré et contrôlé par un conseil d'administration indépendant	Les fonds d'affectation spéciale peuvent fournir aux aires protégées un financement soutenu à long terme. Ils constituent un moyen de convertir d'importantes subventions internationales en un grand nombre de petites subventions locales, et de prolonger la vie de la subvention sur une plus longue période Ils peuvent être employés pour renforcer « la société civile » en nommant des représentants d'ONG et du secteur privé au conseil d'administration et en leur attribuant un pouvoir égal en tant que représentants du gouvernement	Les coûts administratifs peuvent être élevés, en particulier si le capital du fonds est relativement modeste ou si le fonds fournit une assistance technique importante aux subventionnés en développant et en mettant en œuvre des projets. Ces fonds peuvent produire un rendement faible et imprévisible, en particulier à court terme, s'ils ne comprennent de stratégie d'investissement bien conçue
Frais d'utilisation, taxes, et autres charges affectés aux aires protégées : frais tels que les frais d'entrée des parcs, les frais de permis de loisirs, les taxes d'aéroports, de paquebots de croisière et d'hôtels, les frais et droits aux industries extractives, les taxes sur la pollution et les frais de conservation des bassins versants, entre autres	Ces divers frais et taxes peuvent générer des sommes importantes à partir de sources auparavant inexploitées. Le principe qui consiste à faire payer l'utilisateur et le pollueur est largement reconnu comme un moyen juste de répartir les coûts de la protection de l'environnement	Sur le plan politique, il peut s'avérer difficile d'exiger un paiement pour ce qui était auparavant considéré comme une ressource publique gratuite. Le revenu d'un grand nombre de frais d'utilisateur et autres charges spécifiques est sujet à des baisses imprévisibles. Le nombre de touristes peut tout d'un coup diminuer en raison de crises intérieures ou internationales, politiques ou économiques. Les redevances pour l'extraction des ressources naturelles et les paiements pour les services environnementaux peuvent baisser lorsque la ressource s'épuise ou son prix baisse Les frais d'utilisation ne sont un outil de conservation efficace que lorsque ces fonds sont spécifiquement affectés aux aires protégées. Autrement, les gouvernements peuvent être tentés de dépenser ces revenus à d'autres fins

58. Dans une étude récente, l’UICN [†]/ a classé les mécanismes de financement des aires protégées par rapport une gamme de ressources publiques à privées et entre elles, qui dépendent de flux de capitaux de l’extérieur et d’autofinancement:

Figure 1 : Typologie des mécanismes de financement des aires protégées (Source, UICN 2006)



59. Ces trois catégories comportent divers mécanismes de financement qui peuvent être regroupés selon la manière dont les fonds sont principalement mobilisés et utilisés :

- Les mécanismes de financement axés sur la mobilisation et l’administration de flux de fonds extérieurs comprennent les budgets du gouvernement et des bailleurs de fonds, les subventions d’ONG et les dotations privées et volontaires, de sources internationales ou intérieures.
- Le partage des coûts et le partage des bénéfices, les fonds d’investissement et d’entreprise, les instruments fiscaux et les arrangements de gestion privée ou communautaire des terres des aires protégées, de leurs ressources et de leurs installations sont des mécanismes de

[†]/ IUCN 2006 Emerton, L., Bishop, J. and Thomas, L. Sustainable Financing of Protected Areas: A global review of challenges and options. IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK..

production de revenu destinés à encourager les activités de conservation parmi les groupes qui utilisent les aires protégées ou qui ont une incidence sur celles-ci.

c) Les frais d'utilisation des ressources, les charges pour le tourisme et le paiement des services environnementaux prélèvent tous des charges commerciales pour les biens et services fournis par les aires protégées.

60. S'appuyant sur des études de cas, l'UICN décrit ces mécanismes en s'attachant à leur situation actuelles, aux obstacles et aux possibilités de leur emploi, aux défis potentiels et actuels à relever. Les conclusions de cette étude sont résumées dans les tableaux 2, 3 et 4.

Tableau 2 : Mécanismes destinés à attirer et à administrer des flux de fonds extérieurs : situation, potentiel et besoins (Source IUCN 2006)

Mécanismes	Situation actuelle	Principal potentiel	Besoins et mesures nécessaires
Budgets intérieurs du gouvernement et assistance étrangère	Demeurent un élément central du financement des AP Indications que le financement global est en baisse Réorientation importante vers la réduction de la pauvreté et les objectifs de développement durable Ne sont pas suffisants en soi ; nécessitent des mécanismes de financement additionnels	Les flux actuels peuvent être maintenus ou augmentés Importants comme source d'appui budgétaire direct pour les organisations des AP Nouvelles possibilités de financement des AP par la voie du développement durable et de la réduction de la pauvreté	Accent continu sur les principaux engagements et obligations de financer les AP Réorientation du financement des AP conformément au développement durable et à la réduction de la pauvreté Sensibilisation accrue des responsables du développement et de la conservation des AP – liens de développement
Dotations privées volontaires	Sources de financement importante, mais rarement majeures des AP Peuvent être essentielles au niveau des AP, espèces ou buts de conservation individuels. Intérêt accru du secteur des entreprises envers les AP	Soutien continu du financement des AP, en particulier au niveau microéconomique Possibilité d'augmenter le parrainage et le financement par les entreprises	Nécessité de soutenir et d'accroître l'intérêt du public pour les préoccupations relatives aux AP Accroître l'interaction avec le secteur privé Elaboration de nouvelles approches et commercialisation des causes des AP

Mécanismes	Situation actuelle	Principal potentiel	Besoins et mesures nécessaires
Conversion de la dette en investissements écologiques et fonds environnementaux	Source principale de financement des AP pendant les années 80 et 90 Moins populaire et moins courante actuellement	Peut produire un financement important et sûr dans l'ensemble, également pour les AP individuelles Source importante d'appui budgétaire direct pour les organisations des AP Nouvelles possibilités de financement des AP par la voie du développement durable et de la réduction de la pauvreté	Réorientation du financement des AP conformément au développement durable et à la réduction de la pauvreté Convaincre les bailleurs de fonds de libérer des sommes importantes et de déléguer la prise de décisions aux responsables des fonds Convaincre les organisations d'AP d'investir des fonds pour l'avenir

Tableau 3 : Mécanismes de production de fonds pour encourager les activités de conservation : situation, potentiel et besoins (Source UICN 2006)

Mécanismes	Situation actuelle	Principal potentiel	Besoins et mesures nécessaires
Instruments fiscaux	Ne sont pas traditionnellement appliqués aux objectifs de conservation ou aux secteurs environnementaux Employés plus fréquemment pour les AP afin de mobiliser des fonds et de changer le comportement des consommateurs et des producteurs	Source de revenu budgétaire et moyen de transférer le financement aux producteurs et aux consommateurs Potentiel considérable d'application aux aires protégées Possibilités d'accroître leur utilisation en tant qu'instruments de financement et incitations	Intégration des aires protégées dans les régimes fiscaux Renforcement de la priorité accordée aux aires protégées par les planificateurs économiques Sensibilisation des responsables de la conservation aux possibilités de mobiliser des fonds et de changer les comportements
Partage des bénéfices et partage du revenu	Reconnu maintenant comme élément intégral de la gestion et du financement des aires protégées N'a pas généralement de statut prioritaire dans l'utilisation des budgets des aires protégées	Possibilité importante de compenser les coûts d'opportunité locaux Besoin accru de contrebalancer la pression locale accrue sur les terres et les ressources des aires protégées	Renforcer l'importance d'intégrer le financement local dans les stratégies de financement des aires protégées Disponibilité croissante de financement local Exploitation des sources de financement du développement.

Mécanismes	Situation actuelle	Principal potentiel	Besoins et mesures nécessaires
			Amélioration du système de partage des bénéfices et des revenus
Partage des coûts	Recent rise in use. Traditional focus on government as sole managers and funders of protected areas	Potentiel important de résoudre les problèmes de trésorerie et de combler les déficits financiers dans les aires protégées individuelles et d'alléger les budgets nationaux Potentiel non exploité de solliciter un partage volontaire ou obligatoire des coûts auprès du secteur privé et des ONG	Encourager les gestionnaires d'aires protégées à déléguer les responsabilités et le monopole du financement Rendre le partage des coûts obligatoire dans certains cas. Répondre à la volonté et à la capacité d'autres groupes de partager les coûts Définir des droits et des responsabilités réciproques Elabore des lois et des règlements favorables
Fonds d'investissement, de crédit et d'entreprise	Ils commencent à être disponibles aux petites et moyennes organisations à but de conservation, bien que les organisations de gestion des aires protégées aient pas normalement accès à ces fonds	Leur potentiel réside principalement dans l'éventualité que les organisations communautaires souhaitent fournir des services aux visiteurs des aires protégées à des buts lucratifs. L'application de principes commerciaux aux projets d'investissement des organisations de conservation représente un pas en avant vers le financement durable de l'aire protégée	Les fonds empruntés doivent être repayés à partir des bénéfices et de bons principes de commerce doivent donc être suivis.

Tableau 4 : Mécanismes de charges commerciales pour les biens et services fournis par les aires protégées : situation, potentiel et besoins (Source UICN 2006)

Mécanismes	Situation actuelle	Principal potentiel	Besoins et mesures nécessaires
Charges touristiques	Les charges touristiques demeurent un élément central du financement des aires protégées Demande croissante	Possibilités d'améliorer le niveau de recouvrement des coûts des installations fournies et de refléter la volonté des visiteurs de payer	Meilleur calcul des prix et des charges Investissement nécessaire pour développer les

Mécanismes	Situation actuelle	Principal potentiel	Besoins et mesures nécessaires
	d'écotourisme	<p>Possibilité de diversifier les marchés touristiques et les services offerts</p> <p>Peuvent être employées pour gérer la demande entre différents sites d'aires protégées</p>	<p>installations</p> <p>Expertise supplémentaire souvent requise pour commercialiser et opérer les installations</p>
Frais d'utilisation des ressources	<p>Demeurent un élément central du financement des aires protégées</p> <p>Diversification des produits et des activités extractives qui sont effectuées dans les aires protégées</p>	<p>Les prix doivent encore être améliorés en rapport avec les valeurs économiques</p> <p>Possibilité de diversifier les marchés et les prix des produits des aires protégées</p> <p>Soutenir diverses industries secondaires ou à valeur ajoutée</p>	<p>Meilleur calcul des prix et des frais</p> <p>Renforcement des capacités institutionnelles et précision du rôle des différentes organisations en ce qui concerne la fixation des prix et la collecte des redevances souvent nécessaires</p> <p>Besoin d'intégrer les préoccupations relatives à la durabilité écologique dans les régimes d'exploitation extractive</p>
Paiement de services environnementaux	Mécanisme de financement relativement nouveau dont l'utilité a considérablement augmenté au cours des dernières années	<p>Possibilités de produire des revenus à partir de régimes de gestion non extractive</p> <p>Peut servir de régime de compensation des propriétaires terriens pour la conservation de la diversité biologique</p>	<p>Elaboration de cadres d'orientation et cadre juridiques porteurs</p> <p>Nécessite de meilleures méthodes de collecte et d'analyse des données pour démontrer les liens biophysiques, fixer les prix et surveiller les impacts</p>

61. Il existe donc un large éventail de mécanismes qui offrent des possibilités appréciables de financement des aires protégées. La question se pose cependant de savoir s'ils seront suffisants pour produire des fonds suffisants et à long terme pour la mise en oeuvre du programme de travail. Dans une large mesure, la majorité de ces approches doivent encore être institutionnalisées. Il est nécessaire de rassembler et de diffuser des informations sur les enseignements tirés, les expériences, les possibilités et les obstacles. L'investissement dans le renforcement des capacités (d'emploi des différentes méthodes décrites) et l'organisation d'ateliers de formation pour mettre en oeuvre des initiatives de financement de la conservation devraient donc être des questions d'urgence pour les bailleurs de fonds, les gouvernements et les organisations internationales de conservation.

62. A ce jour, les stratégies de financement des aires protégées se sont principalement concentrées sur la création d'une diversité de mécanismes financiers, qui, dans certains cas, sont

limités sur le plan de l'analyse financière et du soutien en matière de politique. Un grand nombre de mécanismes de financement ont cependant réussi. Par ailleurs, les liens entre les stratégies financières et les plans de gestion des aires protégées sont souvent faibles. Bien que les plans financiers comportent souvent des analyses de revenu, des dépenses et des déficits ainsi que des prévisions financières et des plans d'appel de fonds (visant les bailleurs de fonds internationaux traditionnels), ils manquent souvent d'évaluer la performance des instruments de financement existants. En outre, les plans de financement conventionnels ne sont pas fondés sur des approches axées sur les affaires, qui associent des instruments financiers à des échelons différents (site, national, régional et international). Par conséquent, à quelques exceptions près, la grande majorité des aires protégées manque de fonds suffisants. Il importe au plus haut point de mieux concevoir les méthodes de gestion du financement des aires protégées et d'adopter des approches axées sur l'application commerciale.

Financement durable : Etude de cas sur les aires protégées au Madagascar

Le Président du Madagascar, M. Marc Ravalomanana a annoncé au Congrès mondial sur les parcs naturels sa « Mission de Durban », de tripler la couverture des aires protégées de 1,7 millions ha à 6 millions d'hectares. Ce processus a impliqué la création d'un cadre réglementaire et d'institutions, la consolidation et la mise à niveau, la rationalisation et la durabilité, y compris le financement durable. Une typologie des instruments de financement comprend : 1) des instruments spéciaux tels que des fonds d'affectation spéciale, des conversions de dettes en investissements écologiques ; 2) des frais, des concessions ou des taxes relatifs au tourisme ; 3) des frais environnementaux sectoriels ; 4) des charges écologiques pour les services environnementaux ; et 5) des investissements du secteur privé. Une analyse de faisabilité a été réalisée en vue d'établir les priorités. Un cadre stratégique a envisagé des fonds publics et des mécanismes particuliers tels que les fonds d'affectation spéciale, les PPTE et la conversion des dettes. Les revenus potentiels du secteur touristique ont été évalués (frais d'accès au parc, concessions, plongée et croisières, ainsi que les taxes sur les industries extractives, notamment l'exploitation minière et pétrolière, la pêche et la bioprospection). La mobilisation du secteur privé pour des subventions ou de prêts et les services environnementaux comme les bassins versants et la séquestration du carbone ont également été évalués.

En septembre 2001, le Ministre de l'environnement du Madagascar a créé un fonds d'affectation spéciale pour « contribuer au financement de la conservation de la diversité biologique et des aires protégées au Madagascar », qui comprend 7 membres du service des parcs nationaux (ANGAP), de la Commission du financement durable, des banques, des secteurs juridique et privé et d'ONG nationales et internationales. Le financement a été fourni par Conservation International, WWF, BMZ/KfW (Allemagne), le gouvernement malgache, la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial. Des contributions du secteur privé sont aussi en cours de négociation. Les conclusions suivantes peuvent être tirées de l'expérience du Madagascar de la mobilisation de fonds publics pour l'environnement : l'évaluation complète des coûts de la stratégie environnementale doit être complétée et élargie pour tenir compte de la « Mission de Durban ». Le traitement du secteur environnemental dans le budget du gouvernement n'est pas transparent et empêche tout examen efficace des dépenses publiques dans le secteur : 1) les rapports entre le budget les agences d'exécution de la politique environnementale ne sont pas évidents ; et 2) les projets financés de l'extérieur comportent des montants importants de dépenses actuelles qui sont enregistrées dans l'investissement au titre de la classification économique actuelle des dépenses. Le financement durable de l'environnement et de la conservation de la diversité biologique doit être traité en tant que question globale de finances publiques et de politique budgétaire, et non comme une question de politique fiscale. Les enseignements tirés concernent : 1) le rôle des dirigeants – Président, ministre de

l'environnement, ONG et bailleurs de fonds ; 2) le secteur de l'environnement, un secrétariat multidonateurs et des partenariats ; 3) la formalisation du dialogue sur le financement durable avec un mandat du ministère de l'environnement ; 4) la collaboration entre le ministère des finances et le ministère de l'environnement ; 5) l'élaboration de justifications économiques de « vendre »/expliquer l'environnement aux ministères des finances publiques (notamment que la conservation de la diversité biologique contribue à l'atténuation de la pauvreté) ; 6) l'élaboration de projections réelles des coûts – aires protégées et fondement – dans les premiers temps ; 7) réaliser une chose à la fois ... la réussite mène à la réussite.

Voir : http://www.frameweb.org/ev.php?ID=12335_201&ID2=DO_TOPIC

Estimation des coûts de gestion : Etude de cas d'un « site de conservation » au Madagascar

Quel est le coût de tripler le système d'aires protégées au Madagascar ? Dans un pays donné, la superficie de l'aire protégée est l'indicateur le plus important de son coût (Balmford et al 2002, 2003). Le modèle a fourni des estimations de la superficie appropriée par rapport au coût/régression de la superficie et des superficies escomptées du futur Site de conservation au Madagascar. Des données ont été rassemblées sur : 1) les coûts annuels de l'Association nationale pour la gestion des aires protégées (ANGAP) ont été budgétisés pour les cinq prochaines années ; 2) une analyse du budget de l'ANGAP pour 2005 par activité ; 3) modification pour les coûts administratifs hors-site ou fixes. Les coûts administratifs et les coûts de site ont été divisés en trois catégories : 1) les sites qui seront gérés ou tout du moins surveillés au niveau national ; 2) les sites qui seront gérés au niveau provincial ou régional ; et 3) les sites qui seront gérés au niveau local seulement. Les résultats pour les aires terrestres et marines protégées à prix de revient élevé et à faible coût ont été analysés. Ceux-ci donnent une gamme de coûts qui ont tendance à être élevés durant les stades de démarrage et au début de la mise en œuvre et diminuant au fil des ans. Les coûts marginaux des sites de conservation plus récents pourraient s'avérer plus élevés au fur et à mesure que les superficies plus grandes deviennent moins disponibles. Si elles sont toutes incluses, les aires marines protégées contribueront de manière appréciable aux coûts. (Les coûts indiqués dans l'analyse de comprennent pas les conditions actuelles de l'ANGAP, qui sont additionnelles.) Il s'agit d'une augmentation importante des besoins de financement actuels de l'ANGAP que le Madagascar et la communauté mondiale devront financer. Les coûts finals seront rationalisés dans un procédé de planification des affaires.

Voir : http://www.frameweb.org/ev.php?ID=12337_201&ID2=DO_TOPIC

3.5. Outils et ressources

Ankudey, N., Volta-Tineh, B. and P. Howard. 2003. Protected area management costs in Ghana: Requirements and reality. Document présenté au cinquième Congrès mondial des parcs naturels, 8-17 septembre, Durban, Afrique du Sud.

http://www.conservationfinance.org/WPC/WPC%20Sust_finance_papers.htm

Balmford, A., Bruner, A., Cooper, P., Costanza, R., Farber, S., Green, R.E., Jenkins, M., Jefferiss, P., Jessamy, V., Madden, J., Munro, K., Myers, N., Naeem, S., Paavola, J., Rayment, M., Rosendo, S., Roughgarden, J., Trumper, K. and R.K. Turner. 2002. Economic reasons for conserving wild nature (Raison économiques de la conservation de la nature sauvage). *Science*. 297: 950-953 (9 August).

<http://www.sciencemag.org/cgi/content/abstract/297/5583/950>

Balmford, A., Gaston, K.J., Blyth, S., James, A. and V. Kapos. 2003. Global variation in terrestrial conservation costs, conservation benefits, and unmet conservation needs. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* (PNAS), February 4, 100(3): 1046-1050.

Compte rendu de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis d'Amérique.

<http://www.pnas.org/cgi/reprint/101/26/9694>

Bayon, R., Deere, C., Norris, R. and S.E. Smith. 1999. *Environmental Funds: Lessons Learned and Future Prospects* (Enseignements tirés et perspectives futures). Washington DC: GRF and IUCN.

<http://www.strategyguide.org/Pdfs/GEF/EnvironmentalFundslessonslearnedandfutureprospects.pdf#search=%22Environmental%20Funds%3A%20Lessons%20Learned%20and%20Future%20Prospects%22>

Bruner A., Guilison, R.E. and A. Balmford. 2004. Financial costs and shortfalls of managing and expanding protected area systems in developing countries (Coûts et déficits financiers de la gestion et de l'expansion des systèmes d'aires protégées dans les pays en développement). *Bioscience* 54:1119-1126.

[http://www.bioone.org/perlerv/?request=get-abstract&doi=10.1641%2F0006-3568\(2004\)054%5B1119%3AFCASOM%5D2.0.CO%3B2](http://www.bioone.org/perlerv/?request=get-abstract&doi=10.1641%2F0006-3568(2004)054%5B1119%3AFCASOM%5D2.0.CO%3B2)

Castro, G. and I. Locker. 2000. *Mapping Conservation Investments: An Assessment of Biodiversity Funding in Latin America and the Caribbean* (Cartographie des investissements de conservation : Evaluation du financement en Amérique latine et dans les Caraïbes). Washington DC

http://www.conservationfinance.org/Documents/CF_related_papers/Map_Cons_Inv.pdf#search=%22Mapping%20Conservation%20Investments%22%22

The Conservation Finance Alliance (CFA) (<http://www.conservationfinance.org/index.htm>) offre des orientations importantes sur tous les aspects du financement de la conservation sur la page d'accueil *Conservation Finance Guide* : <http://guide.conservationfinance.org>

Culverwell, J.1997. *Long-term Recurrent Costs of Protected Areas Management in Cameroon: Monitoring of Protected Areas, Donor Assistance and External Financing and Ecological Management Priorities of Current and Potential Protected Area Systems* (Coûts renouvelables de la gestion des aires protégées au Cameroun). WWF Cameroon / Ministère de l'Environnement et des Forêts. Project 33.06.01.

Deke, Oliver. 2004. *Financing National Protected Area Networks Internationally –The Global Environment Facility as a Multilateral Mechanism of Transfer* (Financement international de réseaux nationaux d'aires protégées – Le Fonds pour l'environnement mondial en tant que mécanisme multilatéral de transfert). <http://www.uni-kiel.de/ifw/pub/kap/2004/kap1227.pdf>

Emerton, L., Rao, K., Nguyen, N., Tu, N. and T. Bao. 2004. *Covering the Costs of Viet Nam's Protected Areas* (Couvrir les coûts des aires protégées du Viet Nam) – Union mondiale pour la nature (UICN) et Division de la protection des forêts du gouvernement du Viet Nam, Hanoï.

http://www.iucn.org/places/vietnam/our_work/ecosystems/assets/parc_costs.pdf#search=%22Covering%20the%20Costs%20of%20Vietnam%E2%80%99s%20Protected%20Area%20S%22

Emerton, L., Bishop, J. and Thomas, L. 2006. *Sustainable Financing of Protected Areas: A global review of challenges and options* (Financement durable des aires protégées : examen mondial des enjeux et des options) IUCN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni. <http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAG-013.pdf>

ou

<http://www.iucn.org/bookstore/HTML-books/BP13-sustainable-financing/cover.html>

EPA-USA. 1999. *A Guidebook of Financial Tools* (Guide des outils financiers)

<http://www.epa.gov/efinpage/guidbkpdf.htm>

Estimating Management Costs for “Site de Conservation” in Madagascar (Estimation des coûts des « sites de conservation » au Madagascar) by Ray Victorine, Wildlife Conservation Society- Conservation Finance Program

http://www.frameweb.org/file_download.php/Madagascars+SDC+costs.ppt?URL_ID=12249&filename=11187610611Madagascars_SDC_costs.ppt&filetype=application%2Fvnd.ms-powerpoint&filesize=776192&name=Madagascars+SDC+costs.ppt&location=user-S/

Financement de l'équipe spéciale des aires protégées de la Commission mondiale des aires protégées (CMAP) de l'UICN, en collaboration avec le Groupe économique de l'UICN. 2000. *Financing Protected Areas: Guidelines for Protected Area Managers*. UICN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni.

<http://app.iucn.org/dbtw-wpd/edocs/PAG-005.pdf>

ou

<http://www.iucn.org/bookstore/HTML-books/BP5-financingprotectedareas/cover.html>

Financement du système de parcs nationaux et **d'aires protégées** de la Grenade : **Etude de cas** de l'élaboration d'une stratégie nationale de production de revenus (Rapport technique).

http://www.conservationfinance.org/download.cfm?file=20_Lindberg2001protareavisfees_country.pdf

Secrétariat du FEM. 2004. Les aires protégées et le Fonds pour l'environnement mondial. Dans *Biodiversity Issues for Consideration in the Planning, Establishment and Management of Protected Area Sites and Networks*. Série technique no.15 de la CDB. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, pp.111-115.

Interagency Planning Group on Environmental Funds (IPG). 2002. *The IPG Handbook on Environmental Funds* (Le Groupe de planification interorganisations des fonds environnementaux – Manuel IPG sur les fonds environnementaux). Washington DC, USA: Interagency Planning Group on Environmental Funds (IPG); New York, USA: Pact Publications.

http://www.conservationfinance.org/Documents/CF_related_papers/IPG_Handbook_English.pdf#search=%22%22IPG%20Handbook%20on%20Environmental%20Funds%22%22

or

http://www.geocities.com/shores_system/ef/ef_handbook.html

La bibliothèque de l'UICN sur l'économie de la diversité biologique comporte des orientations et des études de cas : <http://www.biodiversityeconomics.org/library/index.html>

James, A., Gaston, K. and Balmford, A. 1999. Balancing the earth's accounts (Equilibrer les comptes de la Terre). *Nature* 401: 323-324.

James, A., Gaston, K.J. and Balmford, A. 2001. Can we afford to conserve biodiversity? (Avons-nous les moyens de conserver la biodiversité ?) *BioScience* 51, 43-52.

Déclaration et engagement conjoints d'ONG concernant les aires protégées. Février 2004. Birdlife International, Conservation International, Flora and Fauna International, The Nature Conservancy, WWF, Wildlife Conservation Society, et World Resources Institute. http://www.nature.org/event/files/joint_ngo_statemtn_and_commitment.pdf#search=%22Joint%20NGO%20Statement%20and%20Joint%20NGO%20Commitment%20on%20Protected%20areas%22

Kloss, D. 2001. *Guide to Sustainable Financing of Biodiversity and Protected Areas* (Guide du financement durable de la diversité biologique et des aires protégées). GTZ, Eschborn, Germany. Pour une copie, contacter Dirk Kloss: Dirk.Kloss@gmx.net

Molina, F., Zophelan C., Argandona, J., Campos, F. 2003. Planificación estratégica financiera para la gestión integral de las áreas protegidas del SNAP. La Paz (Bolivia) (Planification stratégique de la gestion intégrale des aires protégées).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 2002. *Aid Targeting the Objectives of the Rio Conventions 1998-2000* (Aide destinée aux objectifs des conventions de Rio. Comité d'aide au développement (CAD), Groupe de travail sur les statistiques. Contribution du Secrétariat du CAD à titre d'information pour les participants du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg. Paris : OCDE
<http://www.gm-uncd.org/field/Analyses/OECDaid2.pdf#search=%22.%20Aid%20Targetting%20the%20Objectives%20of%20the%20Rio%20Conventions%201998-2000%22>

How Much Are Uganda's Forests Worth? (Quelle est la valeur des forêts de l'Ouganda ?) by Andy Plumptre, Wildlife Conservation Society- Uganda
http://www.frameweb.org/file_download.php/Value+of+forests+in+Uganda.ppt?URL_ID=12249&filename=11187591621Value_of_forests_in_Uganda.ppt&filetype=application%2Fvnd.ms-powerpoint&filesize=1505280&name=Value+of+forests+in+Uganda.ppt&location=user-S/

Pablo, G. 2003. *From Goodwill to Payments for Environmental Services: A Survey of Financing Alternatives for Sustainable Natural Resource Management in Developing Countries* (De la survaleur aux paiements des services environnementaux : Etude des autres possibilités de financement de la gestion durable des ressources naturelles dans les pays en développement). WWF Macroeconomics for Sustainable Development Programme Office, Economic Change Poverty and Environment Project, Danida, WWF.
http://assets.panda.org/downloads/fin_alt.pdf

PROFOR, diverses publications sur le financement de la gestion forestière durable :
http://www.profor.info/pubs/financing_SFM.html

Spergel, B. 2001. *Raising Revenues for Protected Areas. A Menu of Options* (Mobilisation de revenus pour les aires protégées. Un menu d'options).
http://www.biodiversityeconomics.org/applications/library_documents/lib_document.rm?document_id=398

Sustainable Financing in The Greater Virunga Landscape: Case-study of Rwenzori Mountains National Park Business Plan by Ray Victorine, Wildlife Conservation Society-Conservation Finance Program

Financement durable dans le paysage des Virunga : Etude de cas du plan de développement du parc national des montagnes de Rwenzori.

http://www.frameweb.org/file_download.php/Rwenzori+Business+Plan.ppt?URL_ID=12333&filename=11187597011Rwenzori_Business_Plan.ppt&filetype=application%2Fvnd.ms-powerpoint&filesize=6723072&name=Rwenzori+Business+Plan.ppt&location=user-S/

Sustainable Financing for Protected Areas in Madagascar: A Short Overview by Jean-Paul Paddack, WWF-Madagascar

Aperçu du financement durable des aires protégées du Madagascar

http://www.frameweb.org/file_download.php/SF+PA+in+Madagascar+09+June+2005.ppt?URL_ID=12249&filename=11187601611SF_PA_in_Madagascar_09_June_2005.ppt&filetype=application%2Fvnd.ms-powerpoint&filesize=3472896&name=SF+PA+in+Madagascar+09+June+2005.ppt&location=user-S/

Le fonds d'affectation spéciale comme mécanisme financier durable des **aires protégées**. **Etude de cas** du projet de Veratavou et du réseau d'aires marines gérées localement de Fidji (FLMMA).

http://www.ccn-blog.blogspot.com/2003_10_01_ccn-blog_archive.html

Vreugdenhil, D. 2003. Modelling the Financial Needs of Protected Area Systems: An Application of the Minimum Conservation System Design Tool (Modélisation des besoins financiers des systèmes d'aires protégées : application de l'instrument de conception du système de conservation minimale. Document présenté au cinquième Congrès mondial des parcs naturels, 8-17 septembre 2003, Durban, Afrique du Sud.

Wilkie, D.S., Carpenter, J.F. and O. Zhang. 2001. The under-financing of protected areas in the Congo Basin: So many parks and so little willingness to pay (Le sous-financement des aires protégées du bassin du Congo : un si grand nombre de parcs et si peu de volonté de payer). *Biodiversity Conservation*.10. 691-709.

Groupe de travail sur l'article 8 de la Directive sur les habitats. 2002. Rapport final sur le financement de Natura 2000.

http://chm.moew.government.bg/nnps/upload/Common/Baurle_literature_NOF/Local%20Publish/WG_Art_8_2002_final_report_en.pdf#search=%22%22Working%20Group%20on%20Article%208%20of%20the%20Habitats%20Directive%22%202002%22

World Bank. 2003. *Cornerstones for Conservation – World Bank Assistance for Protected Areas* (Banque mondiale. 2003. Pierres angulaires de la conservation – Assistance de la Banque mondiale aux aires protégées)

http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/WDSP/IB/2004/04/19/000160016_20040419143655/Rendered/PDF/284230PAPER0CoInPortfolioReview2003.pdf#search=%22%22Cornerstones%20for%20Conservation%22%22

Atelier sur le financement des aires protégées en Afrique. RSPB et SwedBio

<http://www.swedbio.com/long%20Birdlife%202.htm>

4. EFFICACITE DE LA GESTION

63. **Action requise par le programme de travail : But 4.2 - Evaluer et améliorer l'efficacité de la gestion des aires protégées**

Objectif : Adopter et mettre en œuvre, d'ici 2010, des cadres de surveillance, d'évaluation et d'établissement de rapports sur l'efficacité de la gestion des aires protégées au niveau des sites, des systèmes nationaux et régionaux et des aires protégées transfrontières.

Activités suggérées aux Parties

4.2.1 Elaborer et adopter, d'ici 2006, des méthodes, des normes, des critères et des indicateurs pour évaluer l'efficacité de la gestion des aires protégées et de la gouvernance et établir une base de données, en tenant compte du cadre UICN-CMAP pour l'évaluation de l'efficacité de la gestion, ainsi que d'autres méthodologies pertinentes, qui devraient être adaptées aux conditions locales.

4.2.2 Mettre en œuvre des évaluations de l'efficacité de la gestion pour 30 pour cent au moins des aires protégées de chaque Partie d'ici 2010, ainsi que des systèmes nationaux d'aires protégées et, s'il y a lieu, des réseaux écologiques.

4.2.3 Inclure des renseignements provenant de l'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées dans des rapports nationaux au titre de la Convention sur la diversité biologique.

4.2.4 Mettre en œuvre les recommandations clés provenant des évaluations de l'efficacité de la gestion au niveau des sites et des systèmes, dans le cadre de stratégies de gestion évolutive.

Le compte rendu ci-après de l'efficacité de la gestion est principalement tiré de la publication : i) *Evaluating Effectiveness: a Framework for Assessing Management Effectiveness of Protected Areas* 2nd edition, IUCN WCPA and University of Queensland, Gland Switzerland and Brisbane, Australia, by Hockings, M, S Stolton, F Leverington, N Dudley and J Corrau (2006) et (ii) d'exposés présentés par Jamison Ervin de The Nature Conservancy aux ateliers des Caraïbes.

4.1 Qu'est-ce que l'évaluation de l'efficacité de la gestion ?

64. L'évaluation de l'efficacité de la **gestion** est réalisée par **évaluation** d'une série de critères (représentés par des **indicateurs** soigneusement sélectionnés) par rapport à des objectifs ou des **normes** convenues. L'évaluation de l'efficacité de la gestion peut se définir comme une

évaluation de la qualité de la gestion des aires protégées – principalement la mesure dans laquelle cette gestion protège les valeurs et réalise les buts et les objectifs. Le terme efficacité de la gestion reflète trois principaux thèmes de la gestion des aires protégées :

- Les questions de conception liées aux sites individuels et aux systèmes d'aires protégées;
- Le caractère approprié des systèmes et des procédés de gestion;
- La réalisation des objectifs des aires protégées, y compris la conservation des valeurs.

65. La Commission mondiale des aires protégées de l'UICN a élaboré un cadre d'évaluation de l'efficacité de la gestion qui fournit une base cohérente à la conception de systèmes d'évaluation des aires protégées. Les composants de ce cadre comprennent la conception de systèmes d'aires protégées et d'aires protégées individuelles (contexte et planification), le caractère approprié des systèmes et des procédés de gestion (apports et procédés) et la réalisation des objectifs des aires protégées (produits et résultats). Ces composants sont divisés en six éléments, développés ci-dessous, qui comportent chacun un certain nombre d'indicateurs d'évaluation de l'efficacité de la gestion.

66. Parce que l'évaluation doit être effectuée dans le **contexte** de l'aire protégée, les premières tâches consistent à rassembler des données relatives aux valeurs, menaces, perspectives, parties prenantes des aires protégées et le contexte politique et de gestion. La gestion commence par la **planficiation** des stratégies nécessaires pour remplir la mission, les buts et les objectifs de protection et réduire les menaces. Afin de mettre en place ces plans et de répondre aux objectifs de gestion, les gestionnaires ont besoin d'**apports** (ressources) sous forme de personnel, de financement et d'équipement. Les activités de gestion sont exécutées conformément à des **procédés** approuvés (c'est-à-dire les meilleures pratiques), qui conduisent à des **produits** en achevant les activités prévues dans les plans de travail. Ces activités de gestion produisent des **résultats** finals, à savoir la réalisation des buts et des objectifs fixés pour la conservation biologique, le développement économique, la durabilité sociale ou le patrimoine culturel de l'aire protégée.

Conception et questions

Contexte : Evaluation de l'importance, des menaces et du milieu décisionnel/culturel

67. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une analyse de la gestion, l'examen du contexte aide les gestionnaires à placer leurs décisions dans un contexte et à établir des priorités d'action fondées sur des informations biologiques, culturelles et politiques. L'évaluation du contexte peut aider les gestionnaires à répondre aux questions suivantes :

- Pourquoi l'aire protégée est-elle importante ?
- Quels sont les dangers qui menacent l'aire protégée ?
- Le gouvernement soutient-il l'aire protégée ?
- Quels sont le rôle et l'incidence des parties prenantes sur la gestion de l'aire protégée ?

Planification : Evaluation de la conception et de la planification de l'aire protégée

68. L'évaluation de la planification de la gestion s'appuie sur les conclusions de l'évaluation du contexte. La planification consiste à comprendre l'orientation et les objectifs de gestion et à

décider des stratégies nécessaires pour les réaliser dans le contexte du statut et des caractéristiques de l'aire protégée. L'évaluation de la planification peut donc aider les gestionnaires à répondre aux trois questions suivantes :

- Le statut juridique et foncier de l'aire protégée sont-ils clairs ?
- Comment les caractéristiques de l'aire protégée (par ex. superficie et forme) influencent-elles la gestion ?
- Y a-t-il un procédé adéquat de planification de la gestion ?

Caractère approprié des systèmes et des procédés de gestion

Apports : Evaluation des ressources nécessaires pour gérer l'aire protégée

69. L'allocation de fonds et de temps du personnel et le développement d'une infrastructure pour répondre aux besoins doivent être liés aux décisions de planification et en grande partie dirigées par celles-ci. Bien que les plans de gestion des aires protégées prévoient rarement des engagements de fonds et de personnel, ils établissent la base de la planification annuelle ou à court terme dans le cadre de laquelle les décisions d'allocation des ressources (budgets) sont prises. Une évaluation des ressources permet aux gestionnaires d'identifier les besoins de personnel, de fonds et d'équipements par rapport aux activités prévues. L'évaluation examine les ressources nécessaires à la gestion effective, les mesure par rapport aux ressources disponibles et analyse l'efficacité de l'utilisation des ressources. Cette évaluation doit donc répondre aux deux questions importantes suivantes :

- L'aire protégée a-t-elle les ressources nécessaires pour réaliser ses objectifs de gestion ?
- Les ressources sont-elles utilisées de manière optimale ?

Procédés : Evaluation de la conduite de la gestion

70. L'emploi des meilleures pratiques est essentiel à la gestion efficace du site ou système d'aires protégées. L'évaluation peut indiquer si les meilleures pratiques sont appliquées dans la gestion quotidienne et si les pratiques de gestion peuvent ou doivent être améliorées. L'évaluation des procédés de gestion pose les questions suivantes :

- Les politiques et les procédures de gestion convenues sont-elles en place ?
- Les meilleurs systèmes et normes de gestion sont-ils suivis ?
- Comment les pratiques de gestion peuvent-elles être améliorées ?

Réalisation des objectifs des aires protégées

Produits : Evaluation de la mise en oeuvre des programmes, activités et services de gestion

71. Les résultats de l'activité de gestion peuvent être considérés de deux manières différentes – les produits et les résultats. D'une part, il y a les produits directs de la gestion, qui consistent généralement en une série de produits et de services, par exemple une zone de brûlage dirigé, le nombre d'espèces envahissantes éliminées, la longueur des pistes entretenues, le nombre de promenades guidées menées ou le nombre de patrouilles anti-braconnage. L'évaluation des produits examine les activités des gestionnaires et de leur personnel et si les objectifs fixés dans

les plans de gestion ou les programmes de travail annuels ont été réalisés. L'évaluation des produits se pose donc les questions suivantes :

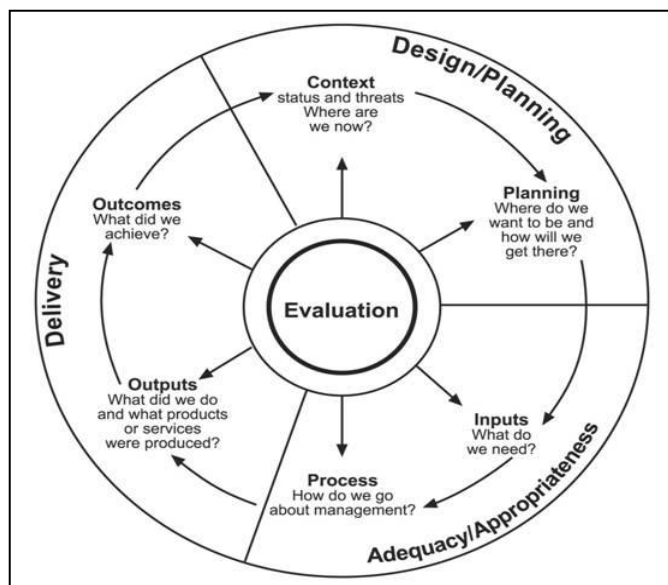
- Le nombre ou le niveau de produits et de services a-t-il été réalisé ?
- Les actions, tâches et stratégies planifiées ont-elles exécutées ?

Résultats : Evaluation de la mesure dans laquelle les objectifs ont été réalisés

72. L'évaluation des résultats examine les effets de la gestion sur les objectifs généraux fixés pour l'aire protégée. Elle va au-delà de l'exécution des activités de gestion immédiates (les produits, par exemple) et examine le succès à plus long terme de l'aire protégée en tentant de répondre à la question :

- La gestion a-t-elle conduit à la réalisation des objectifs de l'aire protégée et des résultats souhaités ?

73. Les méthodes d'évaluation des aires protégées impliquent de préférence une surveillance à long terme de la condition des ressources biologiques et culturelles du système ou site, des aspects socioéconomiques de son utilisation et des effets de la gestion sur les communautés locales. **En fin de compte, l'évaluation des résultats est le vrai test de l'efficacité de la gestion.** Même si les autres aspects de la gestion sont très efficaces, une aire protégée ne sera jamais effective si elle perd ses valeurs fondamentales.



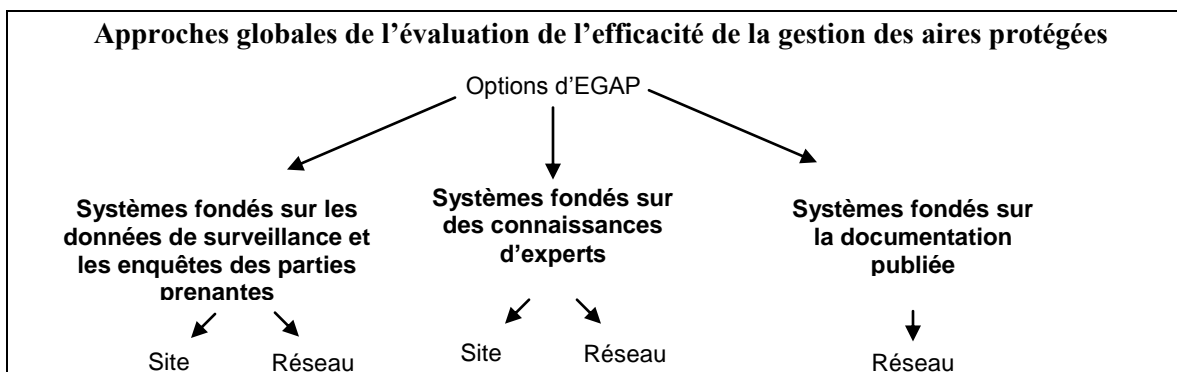
Résumé du cadre d'évaluation de l'efficacité de la gestion des sites et des systèmes d'aires protégées de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN (UICN-CMAP)

	Conception	Caractère approprié / adéquat	Réalisation
--	------------	-------------------------------	-------------

Eléments	Contexte	Planification	Apports	Procédé	Produits	Résultats
Axe de l'évaluation	Importance, menaces et milieu décisionnel / culturel	Conception et planification	Adéquation des ressources nécessaires à la gestion	Conduite de la gestion	Mise en œuvre des programmes et activités de gestion	Mesure dans laquelle les objectifs ont été réalisés
Critères évalués	<ul style="list-style-type: none"> - Values - Threats - Vulnerability - Stakeholders - National context 	<ul style="list-style-type: none"> - Législation et politique de l'aire protégée - Conception de l'aire ou du système protégé - Planification de la gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Ressources disponibles pour la gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Adaptation des procédés de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats des activités de gestion 	<ul style="list-style-type: none"> - Incidences de la gestion par rapport aux objectifs

4.2 Approches

74. Depuis l'élaboration du cadre d'évaluation de la CMAP en 2000, l'expérience technique a augmenté rapidement dans divers systèmes d'évaluation fondés sur ce cadre. On constate actuellement trois approches fondamentales : i) les évaluations approfondies, fondées sur les faits observés, visant à développer des systèmes de surveillance et une connaissance à long terme de la gestion d'une aire protégée individuelle, telles que le système Amélioration de notre patrimoine élaboré par les sites du Patrimoine mondial ; ii) l'évaluation par les pairs à l'échelle du système élaborée en particulier pour être utilisée à l'échelle du système, tel que le système RAPPAM du WWF et les systèmes développés en Finlande, en Catalogne (Espagne) et en Nouvelle-Galles du Sud (Australie) ; iii) les évaluations rapides au niveau du site sous forme de questionnaires ou feuilles d'analyse basés sur des connaissances d'experts, destinées à être appliquées à de multiples sites, tels que l'outil de surveillance de l'Alliance Banque mondiale/WWF.



Grille récapitulative comparant les différents aspects des trois principales approches de l'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées (EGAP)

	Données de surveillance et entretiens avec les parties prenantes	Connaissances d'experts	Documentation
Participation	Importante interaction avec tous les niveaux du personnel des aires protégées, des parties prenantes et des partenaires	Faible niveau d'interaction avec le personnel de terrain, les parties prenantes et les responsables	Faible niveau d'interaction avec le personnel de terrain; échanges minimes avec les responsables seulement
Niveau de référence	Niveau de référence fixé par des scores précis et mesurables liés aux indicateurs de performances passés et futurs	Niveau de référence fixé par consensus au cours de l'atelier ou des catégories de performance prédéterminées	Niveau de référence fixé par des catégories de performance prédéterminées
Resources : en fonds et en temps du personnel	Investissement considérable de temps du personnel et de ressources pour	Investissement modéré à faible selon les dépenses nécessaires pour la participation du	Très faible investissement en temps du personnel essentiel et coûts de

	Données de surveillance et entretiens avec les parties prenantes	Connaissances d'experts	Documentation
	élaborer le système	personnel à l'atelier ou la réunion	communication avec les responsables
Objectif général de l'évaluation	Optimale pour l'élaboration de seuils et de critères de surveillance de tous les éléments de la gestion d'un site individuel ou d'un système	Mieux adaptée à l'identification des menaces, faiblesses, priorités géographiques et stratégies et les interventions de politique au niveau du réseau <i>ou</i> à l'obtention d'un aperçu de la performance et à la surveillance de l'efficacité de la gestion au fil des ans.	Optimale pour la hiérarchisation de grandes catégories et géographies pour investissement au niveau d'un programme; meilleurs résultats lorsqu'elle est utilisée avec d'autres types d'évaluation
Degré de confiance dans les résultats	Elevé – les résultats sont en général liés à des objectifs précis et des indicateurs mesurable et reproductibles	Modéré – si les résultats sont examinés globalement par des experts et le personnel des aires protégées, à faible s'ils sont basés sur les opinions d'un seul répondant, avec de faibles niveaux de vérification	Relativement faible si les résultats sont basés sur des discussions avec le personnel directeur de l'aire protégée et des analyses de la documentation

77. L'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées comporte quatre principales démarches : **i) la mise en train; ii) le rassemblement des données; iii) l'analyse des résultats; et iv) l'intégration dans des évaluations des capacités.**

4.3. Mise en train

75. Les considérations importantes de la mise en train comprennent notamment i) **qui** – création d'un comité d'organisation composé de personnel essentiel de l'organisation, de bailleurs de fonds et de personnes locales, dotés de connaissances détaillées des politiques, des conditions de terrain et de la dynamique interorganisations, et de compétences en matière d'organisation, de communication, de facilitation et d'analyse ii) **où** – le champ d'application de l'évaluation, système entier d'aires protégées ou aire protégée individuelle. iii) **comment** – rassemblement d'informations au moyen d'ateliers, d'entretiens directs ou de questionnaires basés sur le cadre d'évaluation de la CMAP. Le questionnaire RAPPAM du WWF, par exemple, contient plus de 100 questions et dépend de la notation qualitative des participants à l'atelier.

4.3. Rassemblement des données

76. Il y a quatre paramètres de rassemblement des données : i) l'importance et la vulnérabilité-

BIOLOGICAL SIGNIFICANCE	SOCIO-ECONOMIC SIGNIFICANCE
<input type="checkbox"/> Rare species	<input type="checkbox"/> Employment
<input type="checkbox"/> High richness	<input type="checkbox"/> Subsistence
<input type="checkbox"/> Landscape function	<input type="checkbox"/> Community development
<input type="checkbox"/> Full range of diversity	<input type="checkbox"/> Religious
<input type="checkbox"/> Representation value	<input type="checkbox"/> Aesthetic
<input type="checkbox"/> Species MVP	<input type="checkbox"/> Important plants
<input type="checkbox"/> Structural diversity	<input type="checkbox"/> Important animals
<input type="checkbox"/> Greatly diminished ecosystem	<input type="checkbox"/> Recreation
<input type="checkbox"/> Endemism	<input type="checkbox"/> Ecosystem services
<input type="checkbox"/> Natural processes	<input type="checkbox"/> Research value

VULNERABILITY
<input type="checkbox"/> Difficulty monitoring illegal activities
<input type="checkbox"/> Low law enforcement
<input type="checkbox"/> Bribery and corruption
<input type="checkbox"/> Civil unrest
<input type="checkbox"/> Traditional uses conflict with objectives
<input type="checkbox"/> High market value
<input type="checkbox"/> Easy access
<input type="checkbox"/> Strong demand for vulnerable resources
<input type="checkbox"/> PA manager under pressure
<input type="checkbox"/> Difficult to recruit

ii) **Les menaces et les pressions**, notamment : toute activité humaine qui nuit à la diversité biologique; s'applique aux menaces **actuelles** et **futures**; des scores sont assignés selon le degré, la sévérité et la permanence (1-64); et peut incorporer de multiples sources de données.

iii) **Eléments de gestion**

PLANNING

OBJECTIVES	LEGAL SECURITY	DESIGN
<input type="checkbox"/> Protect biodiversity	<input type="checkbox"/> Long-term	<input type="checkbox"/> Consistent with objectives
<input type="checkbox"/> Clearly in plan	<input type="checkbox"/> No disputes	<input type="checkbox"/> Good layout
<input type="checkbox"/> Consistent with policies	<input type="checkbox"/> Boundary demarcation	<input type="checkbox"/> Zoning system
<input type="checkbox"/> Understanding	<input type="checkbox"/> Law enforcement	<input type="checkbox"/> Surrounding land use
<input type="checkbox"/> Local support	<input type="checkbox"/> Community conflicts	<input type="checkbox"/> Linkages with other PAs

/...

INPUTS

STAFFING	COMMUNICATION	INFRASTRUCTURE	FINANCES
<input type="checkbox"/> Enough staff	<input type="checkbox"/> Adequate means	<input type="checkbox"/> Transportation	<input type="checkbox"/> Past 5 years
<input type="checkbox"/> Skills	<input type="checkbox"/> Adequate data	<input type="checkbox"/> Field equipment	<input type="checkbox"/> Next 5 years
<input type="checkbox"/> Training	<input type="checkbox"/> New data collection	<input type="checkbox"/> Staff facilities	<input type="checkbox"/> Financial management
<input type="checkbox"/> Staff performance	<input type="checkbox"/> Data processing	<input type="checkbox"/> Maintenance	<input type="checkbox"/> Allocation
<input type="checkbox"/> Employment conditions	<input type="checkbox"/> Local communities	<input type="checkbox"/> Visitor facilities	<input type="checkbox"/> Long-term outlook

PROCESSES

MGMT PLANNING	DECISION MAKING	RESEARCH
<input type="checkbox"/> Management plan	<input type="checkbox"/> Internal organization	<input type="checkbox"/> Impacts recorded
<input type="checkbox"/> Resource inventory	<input type="checkbox"/> Transparency	<input type="checkbox"/> Ecological research
<input type="checkbox"/> Threats strategy	<input type="checkbox"/> Collaboration	<input type="checkbox"/> Social research
<input type="checkbox"/> Work plan	<input type="checkbox"/> Community participation	<input type="checkbox"/> Access to science
<input type="checkbox"/> Adaptive management	<input type="checkbox"/> Staff communication	<input type="checkbox"/> Research needs identified

OUTPUTS

<input type="checkbox"/> Threat prevention
<input type="checkbox"/> Site restoration
<input type="checkbox"/> Habitat management
<input type="checkbox"/> Education and outreach
<input type="checkbox"/> Visitor management
<input type="checkbox"/> Infrastructure
<input type="checkbox"/> Management planning
<input type="checkbox"/> Staff supervision
<input type="checkbox"/> Training and development
<input type="checkbox"/> Research

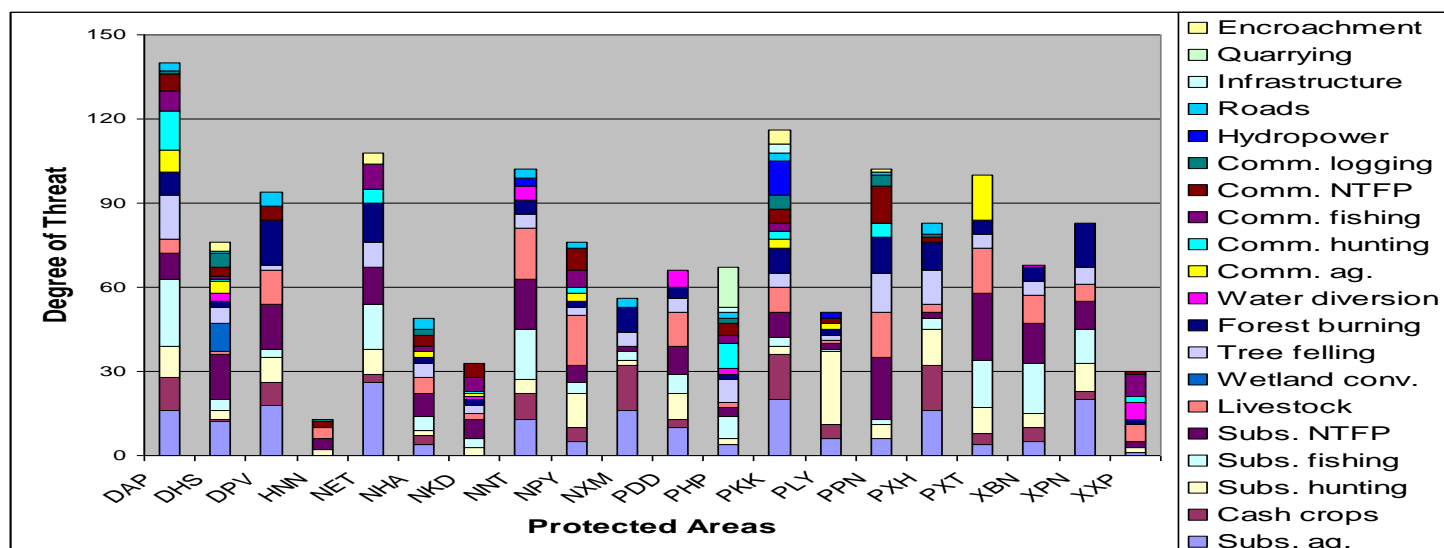
iv) Milieu favorable au système

ENABLING CONDITIONS

PA SYSTEM DESIGN	PA POLICIES	POLICY ENVIRONMENT
<input type="checkbox"/> Representation of systems	<input type="checkbox"/> Clear vision	<input type="checkbox"/> PA-related laws
<input type="checkbox"/> No extinctions	<input type="checkbox"/> Adequate coverage	<input type="checkbox"/> Sufficient funding
<input type="checkbox"/> Exemplary intact systems	<input type="checkbox"/> Demonstrated commitment	<input type="checkbox"/> Environmental protection integrated into laws
<input type="checkbox"/> High conservation value sites conserved	<input type="checkbox"/> Comprehensive inventory	<input type="checkbox"/> Inter-departmental communication
<input type="checkbox"/> Natural processes	<input type="checkbox"/> Historic variability	<input type="checkbox"/> Environmental education
<input type="checkbox"/> Transition areas	<input type="checkbox"/> Restoration targets	<input type="checkbox"/> Law enforcement
<input type="checkbox"/> Successional diversity	<input type="checkbox"/> Ongoing research	<input type="checkbox"/> Sustainable land use
<input type="checkbox"/> Biodiversity rich areas conserved	<input type="checkbox"/> Gap analysis	<input type="checkbox"/> Array of mechanisms
<input type="checkbox"/> High endemism areas conserved	<input type="checkbox"/> Staff capacity	<input type="checkbox"/> Adequate training
<input type="checkbox"/> Layout and configuratoin	<input type="checkbox"/> Routine evaluation	<input type="checkbox"/> Civic dialogue

4.4 Analyse des données

77. Celle-ci recouvre : i) les éléments de la gestion ii) les menaces et les pressions, et iii) des analyses intersectorielles. Les éléments de gestion sont les suivants : i) identifier les grandes tendances, ii) identifier les faiblesses particulières, iii) identifier des thèmes. Les menaces et les pressions comprennent : i) l'analyse d'une menace unique, ii) l'analyse comparative des menaces, iii) la comparaison des menaces entre des aires protégées, et iv) une comparaison de la vulnérabilité. L'analyse intersectorielle comporte : i) la compréhension de la menace et de l'importance; et ii) la compréhension du rapport entre l'efficacité, la menace et l'importance.

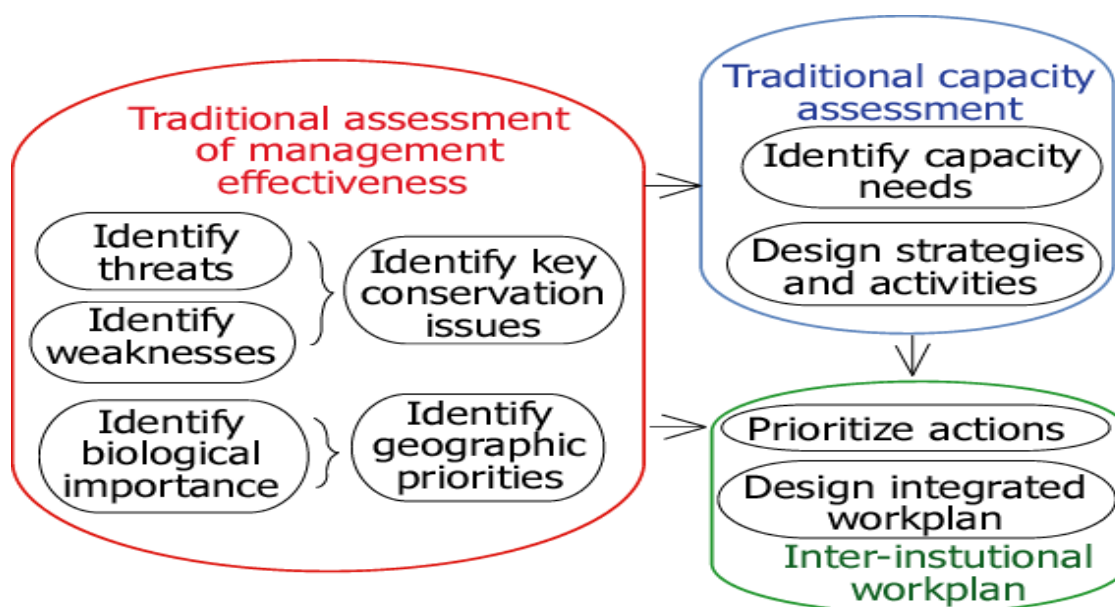


4.5 Intégration dans les évaluations des capacités

78. Une fois l'évaluation terminée, il vaut la peine laisser un peu de temps pour que les gestionnaires et leur personnel se réunissent et élaborent un plan d'action pour traiter les questions soulevées par l'évaluation, et en particulier pour qu'ils fassent leur propre évaluation de toute recommandation et, s'ils sont d'accord, dressent un plan pour leur application. Certains systèmes d'évaluation comportent une liste précise de mesures suggérées en réponse aux conclusions. Le tableau ci-dessous donne des exemples de mesures prises à la lumière d'évaluations.

Application des recommandations de l'évaluation de l'efficacité de la gestion dans trois pays

Niveau site : Forêt impénétrable de Bwindi, Ouganda	Niveau pays : Inde
<p>A la suite de l'évaluation initiale réalisée en employant le système Amélioration de notre patrimoine, les changements suivant ont été effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmentation des effectifs et changement de personnel individuel ✓ Formation plus poussée du personnel, en particulier en informatique et au stockage et à l'analyse des données ✓ Un plan d'acquisition d'équipements supplémentaires, notamment des véhicules et la communication par radio ✓ Un plan de développement de l'infrastructure ✓ Un plan d'acquisition de plus de terres en les achetant à une communauté avoisinante, afin de contenir les gorilles qui errent souvent, causant des dommages aux cultures ✓ Un plan de collaboration avec les communautés à des activités d'écotourismes dans la zone ✓ De nouveaux travaux de recherche et de surveillance, en particulier de la santé des gorilles et des impacts du tourisme sur eux.ⁱ 	<p>Un grand nombre des recommandations faites dans l'enquête de l'Indian Institute of Public Administration (IIPA) sur les aires protégées ont été adoptées par le gouvernement, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ simplification des procédures juridiques ✓ allocation de fonds additionnels aux aires protégées ✓ meilleure formation du personnel. <p>Le WWF Inde a également intenté un procès devant la Cour suprême avec succès, obligeant l'Union et les gouvernements des états respectifs d'exécuter les procédures requises pour créer des parcs nationaux et d'éliminer les pressions inopportunes sur les sanctuaires.</p>



4.6. Outils et ressources

RAPPAM

Ervin, J. (2003). *WWF: Rapid Assessment and Prioritization of Protected Area Management (RAPPAM) Methodology*. WWF, Gland, Switzerland.

La méthodologie du système d'évaluation rapide et établissement des priorités de la gestion des aires protégées du Fonds mondial pour la nature (RAPPAM) fournit une évaluation à l'échelon national de l'efficacité de la gestion des aires protégées, des dangers qui les menacent, de leurs vulnérabilités et de leur dégradation. La méthodologie RAPPAM est déjà disponible en plusieurs langues : anglais, français, espagnol, portugais, russe, mongolien, bulgare, géorgien, Bahasa indonesia, khmer. Pour télécharger la version anglaise, visiter le site

www.panda.org/about_wwf/what_we_do/forests/our_solutions/protection/rappam/index.cfm

Instrument de suivi Banque mondiale/WWF

Stolton, S., Hockings, M., Dudley, N., MacKinnon, K. and Whitten, T. (2003). *Reporting Progress in*

Protected Areas: A Site-Level Management Effectiveness Tracking Tool. World Bank/WWF Alliance for Forest Conservation and Sustainable Use.

Communément dénommée instrument de suivi, cette évaluation rapide est employée dans tous les sites de projets d'aires protégées de l'Alliance Banque mondiale/WWF pour suivre l'évolution de l'efficacité de la gestion. Ce système a aussi été adopté par le Fonds pour l'environnement mondial comme moyen de dépister les changements dans l'efficacité de la gestion de tous les sites de projets d'aires protégées du FEM. Une version de l'instrument de suivi a été élaborée par la Banque mondiale pour les aires marines protégées (voir liste sous Aires marines protégées). L'instrument de suivi est disponible dans les langues suivantes : Bahasa indonesia, chinois, anglais, français, khmer, lao, mongolien, portugais, roumain, russe, espagnol, vietnamien. Pour télécharger la version anglaise, consulter le site :

www.panda.org/about_wwf/what_we_do/forests/our_solutions/protection/rappam/tracking_tool/index.cfm

Méthodologie WWF/CATIE

Cifuentes, M. and Izurieta Valery, A.A. (1999). *Evaluation of Protected Area Management Effectiveness:*

Analysis of Procedures and Outline for a Manual.

La méthodologie d'évaluation WWF-CATIE a été élaborée en tant que méthode structurée, séquentielles et facile à utiliser, basée sur un système de notes conçu de façon à aborder les besoins particuliers des aires protégées d'Amérique latine. De même que la méthodologie PROARCA-CAPAS, le système WWF-CATIE a été largement appliqué en Amérique centrale. Disponible en version anglaise et espagnole.

www.iucn.org/themes/WCPA/pubs/mgtteffectpdfs/PARKSfin_esp.pdf

www.iucn.org/themes/WCPA/pubs/mgteffectpdfs/Art_Eng.pdfCont.

Feuille d'analyse PROARCA-CAPAS

Courrau, J. (1999). *Strategy for monitoring and management of protected areas in Central America*.

USA, PROARCA-CAPAS Program, The Nature Conservancy.

Le système PROARCA-CAPAS est basé sur le modèle de notation pour l'évaluation de la gestion des aires protégées élaboré par The Nature Conservancy au début des années 90. Cette méthode comporte l'évaluation de 43 indicateurs dans cinq domaines : les ressources naturelles et culturelles, social, administratif, politique/juridique et économique/financier. Disponible en ligne à l'adresse : www.iucn.org/themes/wcpa/pubs/mgteffectpdfs/c.america-eng.pdf

Le programme *State of the Parks* de la National Parks and Conservation Association

Le programme *State of the Parks* (Etat des parcs) de la National Parks and Conservation Association vise à fournir des informations exactes et ponctuelles sur la condition des ressources naturelles et culturelles et la capacité d'intendance de parcs nationaux sélectionnés aux Etats-Unis d'Amérique. Disponible en ligne à l'adresse : www.npca.org/across_the_nation/park_pulse/

The Nature Conservancy – Conservation Action Planning (Planification des mesures de conservation)

Low, G. (2003). *Landscape-scale Conservation: A Practitioner's Guide*. The Nature Conservancy, USA.

TNC a développé un processus intégré de planification, mise en œuvre et mesure du succès de ses projets de conservation, intitulé « Conservation Action Planning », ou processus CAP.

La trousse d'informations du CAP et le matériel de support sont disponibles à l'adresse :

http://conserveonline.org/workspaces/cap/CAP_Toolkit.zip/file_view

« Amélioration de notre patrimoine » des sites du Patrimoine mondial : surveillance et gestion pour la réussite des sites naturels du Patrimoine mondial.

Hockings, M., Stolton, S., Courrau, J., Dudley, N. and Parrish, J. (2004). *The World Heritage Management Effectiveness Workbook: How to build monitoring, assessment and reporting systems to improve the management effectiveness of natural World Heritage sites. Revised Edition*. University of Queensland, Australia.

Modalités d'évaluation élaborées pour les évaluations détaillées au niveau du site. Ce manuel fournit des lignes directrices et des outils d'évaluation pour chaque élément du cadre de la CMAP. Ces outils ont été conçus de manière à permettre de tenir compte des besoins et des circonstances particuliers et de fournir un moyen d'intégrer les données de suivi dans le système d'évaluation. Bien qu'elles aient été élaborées pour répondre aux besoins des sites du Patrimoine mondial, ces modalités s'appliquent à toutes les aires protégées.

Disponible en ligne à l'adresse : www.enhancingheritage.net

Guide UICN/NOAA/WWF sur les aires marines protégées Pomeroy, R.S., Parks, J.E. and Watson, L.M. (2004). *How is your MPA doing? A Guidebook of Natural and Social Indicators for Evaluating Marine Protected Area Management Effectiveness*. IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK.

Ce guide offre une méthode de planification et d'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires marines protégées par étapes. Il comprend une liste de 42 indicateurs spécifiques d'AMP que les

gestionnaires de ces aires protégées peuvent choisir d'utiliser pour évaluer leur site. Ce livre s'inspire des travaux de l'Initiative sur l'efficacité de la gestion des AMP de la Commission mondiale sur les aires protégées (CMAP) de l'UICN et le Fonds mondial pour la nature (WWF). Disponible en ligne à l'adresse : www.effectiveempa.noaa.gov/guidebook/guidebook.htmlCont.

Guide de l'océan Indien occidental Wells, S. and Mangubhai, S. (2004). *Assessing Management Effectiveness of Marine Protected*

Un manuel relatif à l'océan Indien occidental du Programme régional d'Afrique de l'Est de UICN, Nairobi, Kenya.

Disponible en ligne à l'adresse :

www.wiomsa.org/data/content/DOCUMENTS/2005112212511831IUCN%20BOOK%20part%201.pdf

Feuille d'analyse des APM de la Banque mondiale Staub, F. and Hatzios, M.E. (2003). *Score Card to Assess Progress in Achieving Management Effectiveness Goals for Marine Protected Areas*. The World Bank, Washington, DC, USA.

Cette version marine de l'instrument de suivi de l'Alliance Banque mondiale/WWF a été élaborée par la Banque mondiale pour application aux aires marines protégées. Elle est disponible en version anglaise, française et espagnole à l'adresse Internet :

www.icriforum.org/mpa/MPAeffectiveness.html

Foundations of Success Foundations of Success (FOS) est une organisation à but non lucratif qui œuvre avec les praticiens pour améliorer les méthodes de conservation grâce à un procédé de gestion adaptative. Le site Web de la FOS fournit des informations et des documents sur la gestion adaptative et l'évaluation, y compris les résultats d'un examen exhaustif des méthodes de suivi et d'évaluation dans un grand nombre de domaines, y compris la conservation. Site Web : <http://fosonline.org/>

Conservation Measures Partnership Le Conservation Measures Partnership (CMP) est un partenariat d'ONG de la conservation qui recherchent de meilleurs moyens de concevoir, gérer et mesurer les impacts des activités de conservation. Deux produits du CMP concernent l'évaluation de l'efficacité de la gestion, notamment une taxonomie des menaces directes et des activités de conservation et une série de normes accessibles pour la pratique de la conservation. Ces deux produits sont disponibles sur le site Web du CMP, à l'adresse : www.conservationmeasures.org/CMP/

Sélection d'études d'évaluation, études mondiales, rapport du WWF sur la gestion des aires forestières protégées. Dudley, N., Belukurov, A., Borodin, O., Higgins-Zogib, L., Hockings, M., Lacerda, L. and Stolton, S. (2004). *Are protected areas working: An analysis of forest protected areas by WWF*. WWF, Gland, Switzerland.

Analyse et rapport sur les résultats de l'application de l'instrument de suivi de l'Alliance Banque mondiale/WWF dans plus de 200 aires forestières protégées de 37 pays.

<http://assets.panda.org/downloads/areprotectedareasworking.pdf>

Evaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées de la Finlande Gilligan, B., Dudley, N., Fernandez de Tejada, A. and Toivonen, H. (2005). *Management Effectiveness Evaluation of Finland's Protected Areas*. Nature Protection Publications of Metsähallitus. Series A 147.

L'étude a employé une équipe d'évaluateurs externes qui ont visité un grand nombre des aires protégées et réalisé une évaluation fondée sur les éléments du cadre de la CMAP de l'UICN. Le rapport est disponible en format électronique à l'adresse www.metsa.fi/mee.

Evaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées de la Catalogne Mallarach, J.M. and Varga, J.V. (Eds) (2004). *EI PEIN deu anys després: balanç i perspectives*. Diversitas: 50, Universitat de Girona, Girona.

Toute la méthodologie, y compris une description de tous les 85 indicateurs et un résumé des conclusions de 40 pages peuvent être consultés sur le site Web de l'Institut Catalana d'Història Natural à l'adresse :

www.iec.es/institutio/societats/ICHistoriaNatural/Avaluacioespais.htm

Parks Watch Parks Watch est une organisation de garde et de surveillance qui travaille en partenariat avec des ONG et des particuliers à l'intérieur du pays pour mener des évaluations sur le terrain de parcs nationaux et d'autres aires protégées. Les résultats d'une série d'études d'évaluation d'aires protégées en Amérique latine peuvent être consultés sur le site Web de Parks Watch à l'adresse : www.parkswatch.org/main.php

Etat des Parcs de la Nouvelle-Galles du Sud 2004 Department of Environment and Conservation (NSW). (2005). *State of the Parks 2004*. Département de l'environnement et de la Conservation, Sydney, Australie.

<http://www.epa.nsw.gov.au/sop04/index.htm>

Aires marines protégées dans l'océan Indien occidental Wells, S.M. (2004). *Assessment of management effectiveness in selected marine protected areas in the Western Indian Ocean*. IUCN Eastern Africa Regional Programme, Nairobi, Kenya.

Un manuel d'évaluation de l'efficacité de la gestion des aires marines protégées de l'océan Indien occidental a été élaboré sur la base du manuel et de la méthodologie élaborée pour les sites du Patrimoine mondial, en utilisant le cadre CMAP-METF. Ce rapport présente les conclusions de l'essai du manuel dans huit sites pilotes au Kenya, en Tanzanie et aux Seychelles. Peut être téléchargé du site :

www.icran.org/pdf/ICRAN_IUCN_ME_study_Eastern_Africa.pdf

Tasmanian Wilderness World Heritage Area. Parks and Wildlife Service. (2004). *State of the Tasmanian Wilderness World Heritage Area – an evaluation of management effectiveness*. Report No. 1, Department of Tourism Parks Heritage and the Arts, Hobart, Tasmania.

Ce rapport est le résultat d'un processus de suivi et d'évaluation à long terme établi par la Tasmanian Wilderness World Heritage Area (Aire de vie sauvage du Patrimoine mondial en Tasmanie) en utilisant une approche d'évaluation axée sur les résultats, intégrée dans le cycle de gestion du site. Le rapport peut être obtenu sur CD ou téléchargé du site suivant :

www.parks.tas.gov.au

Rapports des sites Amélioration de notre patrimoine Les rapports de sites de projets (Equateur : Parc national de Sangay; Honduras : Réserve de la biosphère de Río Plátano; Inde : Parc national de Kaziranga; Inde : Parc national de Keoladeo; Népal : Parc national royal de Chitwan; Seychelles : Aldabra Atoll; Afrique du Sud : Parc de la zone humide de Sainte-Lucie; Ouganda : Parc national de la forêt impénétrable de Bwindi; République-Unie de Tanzanie : Parc national de Serengeti; Venezuela : Parc national de Canaima) inclus dans le projet Amélioration de notre patrimoine sont disponibles à l'adresse Internet :

www.enhancingheritage.net

ⁱ Leverington, Fioma and Marc Hockings (2004); Evaluating the effectiveness of protected area management: The challenge of change, in *Securing Protected Areas in the Face of Global Change: Issues and Strategies*, edited by Charles Victor Barber, Kenton R Miller and Melissa Boness, IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK